

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT



MAYOTTE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JANVIER 2013 »»

Publié le 20 février 2013

SOMMAIRE

SEANCE PLENIERE - 25 JANVIER 2013

DELIBERATIONS	INTITULES
913/2013/CG	Attribution d'une subvention à AQUAMAY au titre de l'année 2012
914/2013/CG	Modification de la convention n°1/DARTM/SAP/CG/09 portant attribution d'une subvention à Monsieur HOUMADI MOHAMED
922/2013/CG	Location-vente d'une parcelle de la zone industrialo portuaire de Longoni dite « vallée III » à la société « MAORE ASSAINISSEMENT ET PROPRETE »
943/2013/CG	L'octroi d'une subvention à la CAPAM pour la représentation de la profession agricole et la promotion de l'agriculture mahoraise au Salon International de l'agriculture 2013
949/2013/CG	Programme de la voirie rurale agricole 2013
953/2013/CG	L'attribution d'une subvention à la coopérative agricole " COOP ADEM " au titre de l'année 2012
957/2013/CG	Conclusion de l'avenant n°2 à la convention de partenariat entre le Conseil Général et la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 14 mars 2011 portant sur le fonds de concours de 2012 et les modalités de versement
965/2013/CG	Avenant n°2 à la convention n°001/2010 concernant la construction du restaurant pédagogique du GSMA-M
996/2013/CG	Vente de terrain du département pour la ZAC du soleil levant (anciennement Hamaha) et à l'annulation de la délibération 148/2011/CG du 31/01/11 (participation du département au financement de la ZAC)
1020/2013/CG	L'attribution d'une aide financière pour l'organisation du Mahoraid SFR 2012
1021/2013/CG	Portant modification de la délibération n°850/2012/CG en date du 12 juillet 2012 relative à l'attribution d'une subvention à l'USEP
1022/2013/CG	Signature d'un accord de partenariat tripartite entre le Département de Mayotte, la Région Picardie et la Région Diana
1026/2013/CG	Convention de partenariat entre le Conseil Général et le Centre Hospitalier de Mayotte (CHM) pour la prise en charge des déchets d'activité de soins à risques infectieux du département de Mayotte

1027/2013/CG	L'attribution de subventions aux associations intervenant dans le domaine social et médico-social au titre de l'année 2013
1028/2013/CG	Programmation des opérations éligibles au Contrat de Projet Etat/Mayotte 2013 pour la réalisation des pistes rurales)
1029/2013/CG	L'évolution de carrières des agents du Département
1030/2013/CG	Constitution de la commission d'appel d'offre composée en jury
1031/2013/CG	Prise en charge de frais de déplacements d'élus du Conseil Général hors de Mayotte
1032/2013/CG	Mandat spécial donné au Président du Conseil Général dans le cadre de ses missions au cours de l'année 2013
1033/2013/CG	L'avenant sur le marché STM relatif à la mise en place d'une application de gestion de billetterie, de fournitures matérielles et prestations associées pour le Service des Transport Maritimes
1034/2013/CG	Signature d'une convention entre le Conseil Général et le Vice Rectorat de Mayotte pour l'année scolaire 2012-2013
1035/2013/CG	Signature d'une convention cadre entre Mayotte et la Région SAVA dans le cadre de la coopération décentralisée
1036/2013/CG	Fixant les représentants du Conseil Général au sein des équipes Pluridisciplinaires (EP)
1039/2013/CG	L'ouverture de crédits d'investissements du budget 2013 du SIS de Mayotte
1040/2013/CG	Échanges S'APPROMAY/Académie de musique de Zanzibar en 2013
1041/2013/CG	Participation des femmes de Mayotte au festival « SAUTIZABUSARA
1042/2013/CG	L'attribution d'une subvention à Vautour Club de Labattoir dans le cadre de la Coupe de France en métropole
1043/2013/CG	Portant sur la correction d'articles des statuts de la société publique locale dénommée SPL 976
1044/2013/CG	l'annulation de la demande d'acquisition n°2007-0136 d'une parcelle de terrain sise à Tsingoni effectuée par Abdou Mohamed Madi

ARRETES

001/ASS/CG/2013	Abrogation de la délégation de signature de monsieur André Dorso
002/ASS/CG/2013	Délégation de signature du secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux
003/ASS/CG/2013	Délégation de signature de la Directrice Générale Adjointe chargée des formations
004/ASS/CG/2013	Délégation de signature de la Direction Général Adjoint chargé de l'aménagement, des Infrastructures et de l'environnement
005/ASS/CG/2013	Délégation de signature du Directeur Général Adjoint chargé des services à la population
006/ASS/CG/2013	Délégation de signature Général Adjoint par intérim chargé de la solidarité et du Développement Social
007/ASS/CG/2013	Délégation de signature de SDIS
008/ASS/CG/2013	Délégation de Monsieur Robert AMIS directeur du service des transports maritimes
009/ASS/CG/2013	Délégation de signature de Madame Cris KORDJEE, directrice du port

CONVENTION

02/DICT/2013	Convention relative à une subvention accordée à la commune de Chirongui pour la construction d'un centre culturel
---------------------	---

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013



DELIBERATION N°913/2013/CG

Relative à l'attribution d'une subvention à AQUAMAY au titre de l'année 2013

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu le rapport n°2013-000913 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission des finances et du développement économique du 21 janvier 2013

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

- Article 1 :** d'octroyer une subvention de 133 504 € (cent trente trois mille cinq cent quatre euros) au profit de l'AQUAMAY (Association des aquaculteurs de Mayotte) pour le financement de son programme d'actions.
- Article 2 :** d'imputer cette aide sur le chapitre 65 du budget 2013 du Département de Mayotte.
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer la convention précisant les modalités de cette subvention.
- Article 4 :** d'autoriser le Président à signer des avenants dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause ni l'objet, ni le montant globale de la subvention.



Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général


Daniel ZAÏDANI
Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

**Direction Générale Adjointe
chargée de l'Economie et du Développement
Durable**

Direction de l'Agriculture, des Ressources
Terrestres et Maritimes



République Française
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Convention N° /DARTM/ SAP/CG/13 relative à l'attribution d'une subvention à l'AQUAMAY au titre de l'année 2013

ENTRE D'une part,

Le Département de Mayotte, représenté par Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général

ET d'autre part

L'Association pour le Développement de l'Aquaculture à Mayotte, représentée par son Président, Monsieur Dominique MAROT
B.P. 371 Kawéni
97600 MAMOUDZOU

VU La délibération n° /2013/CG en date du 25 janvier 2013 relative à l'attribution d'une subvention à l'association AQUAMAY pour l'année 2013.

II A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une subvention d'un montant de **133 504 euros (cent trente trois mille cinq cent quatre euros)** à l'AQUAMAY en vue de financer son fonctionnement.

Article 2: DESTINATION DE L'AIDE

L'aide sera utilisée pour financer les programmes suivants:

Actions aidées	Montant en €
Fonctionnement de l'AQUAMAY	110 679
Recherche et développement de la Filière Ombrine Appui scientifique et technique	17 325
Prévention sanitaire (action de prophylaxie)	4 000
Pépinière d'entreprises aquicoles (entretien cages, eau électricité, contrat dératization)	1 500
Total	133 504

Article 3 : VERSEMENT ET MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues s'effectue de la façon suivante :

1 ^{er} Versement	A la signature de la convention, 80 % du budget soit 106 803,20 € . Toutefois, ce versement est subordonné à la présentation de la liste des adhérents à jour de leurs cotisations au 31 /12/11.
Solde	Soit 26 700, 80 € , sur présentation auprès de la DARTM: <ul style="list-style-type: none">• d'un tableau récapitulatifs des dépenses engagées en 2012• D'un rapport intermédiaire d'exécution du programme financier et technique, aidé en 2012• Des rapports financiers d'activités et tous les annexes

pour l'exercice 2011, certifiés par le CAC et validés par l'assemblée générale

La mise en paiement de cette subvention est réalisée sur son **compte** ouvert à la BFC - OI sous le numéro

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
18 719	00091	00915201600	62

Remarque : Devront être présentés au plus tard le 31 juillet 2013

- un rapport final d'exécution de la totalité du programme aidé attestant que l'ensemble du programme a été réalisé conformément aux engagements contractuels.

La non présentation de l'ensemble de ces pièces dans les délais fixés, peut être un motif de rejet de la demande de subvention postérieure.

Article 4 : IMPUTATION

Cette aide sera imputée le chapitre 65 du budget 2013 du Département de Mayotte.

Article 5: CONTROLE

Le bénéficiaire se soumettra à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la DARTM, par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil Général. Il présentera aux agents de la DARTM tous documents et pièces établissant la régularité des dépenses relatives à l'exécution de la présente convention.

Article 6 : VALIDITE ET AVENANT

La présente convention est valable jusqu'au 30 juin 2013. Elle prend en charge toute dépense autorisée à l'article 2, réellement effectuée durant l'année 2012.

Elle ne peut par ailleurs être modifiée que par voie d'avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 7: REVERSEMENT

En cas de non-respect des termes de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, ou la modification de l'objet de l'utilisation de la subvention accordée, le Président du Conseil Général peut dénoncer la présente convention sur simple commandement de payer et exiger le renversement partiel ou total des sommes versées.

Article 8: LITIGE

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et n'ayant pu trouver de résolution à l'amiable, ce dernier sera porté devant le Tribunal Administratif de Mamoudzou.

Fait à Mamoudzou, le

2013

Le Président de l'AQUAMAY

Le Président du Conseil Général

Dominique MAROT

Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°914/2013/CG

Relative à l'attribution d'une subvention de modernisation à Monsieur HOUMADI MOHAMED pour la réalisation de la deuxième phase de son projet de modernisation.

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaidou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°210/2008/CP en date du 03 novembre 2008 relative à l'octroi d'aides aux agriculteurs, suite à la CDOA du 4 septembre 2008 ;
- Vu** la convention n° 01/DARTM/SAP/CG/09 en date du 18 février 2009 relative à l'attribution d'une subvention de modernisation à Monsieur HOUMADI MOHAMED ;
- Vu** le rapport n°2013-000913 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission des finances et du développement économique du 21 janvier 2013,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le président du Conseil général à modifier l'article 6 de la convention n°1/DARTM/SAP/CG/09 portant attribution d'une subvention à Monsieur HOUMADI MOHAMED comme suit :

L'aide sera utilisée pour financer la mise en place de deux bâtiments avicoles et un véhicule utilitaire en fonction de la répartition suivante :

Description de l'opération	Montant en euros
Construction des poulaillers	126 412
Transport	9 920
Droit de taxe de douane	3 544
Achat de deux poulaillers en kit	69 164
Frais études d'impact	4 560
Véhicule utilitaire	26 400
Total	240 000

- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer tout nouvel avenant à la convention, si ce dernier ne modifie ni l'objet, ni le montant global de la subvention accordée.
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer l'avenant à la convention N°01/DARTM/SAP/CG/09 relative à l'attribution d'une subvention à Monsieur HOUMADI MOHAMED.

Pour extrait conforme,
Le Président du Conseil Général



AVENANT

A la convention N°01/DARTM/ SAP/CG/09 relative à l'attribution d'une subvention à Monsieur HOUMADI MOHAMED.

Entre d'une part,

Le Conseil Général de Mayotte, représenté par Monsieur Daniel ZAÏDANI, son Président,

Et d'autre part,

Monsieur HOUMADI MOHAMED élisant domicile au quartier Viet-Nam – Vahibéni B.P 57 – 97600 MAMOUDZOU

VU La délibération n° 210 /2008/CP en date du 03 novembre 2008 relative à l'octroi d'aides aux agriculteurs, suite à la CDOA du 4 septembre 2008

VU La délibération n° 013 /2009/CP en date du 02 février 2009 relative à la modification de la délibération 210/2008/CP

VU la convention N°01/DARTM/ SAP/CG/09 relative à l'attribution d'une subvention à Monsieur HOUMADI MOHAMED.

Considérant le décalage entre le devis estimatif qui a servi au montage financier du dossier de la demande de subvention et le coût réel des travaux réalisés

II A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 : L'aide sera utilisée pour financer la mise en place de deux bâtiments avicoles et un véhicule utilitaire en fonction de la répartition suivante :

Description de l'opération	Montant en euros
Construction des poulaillers	126 412
Transport	9 920
Droit de taxe de douane	3 544
Achat de deux poulaillers en kit	69 164
Frais études d'impact	4 560
Véhicule utilitaire	26 400
Total	240 000

Article 2 : Les autres éléments de la convention restent inchangés.

Fait à Mamoudzou, le

L'Agriculteur

Monsieur HOUMADI MOHAMED

Le Président du Conseil Général

Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°922/2013/CG

**Relative à la location-vente d'une parcelle de la zone industrialo – portuaire de Longoni dite « vallée III »
à la société « MAORE ASSAINISSEMENT ET PROPRETE »**

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriale ;
- Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 3 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du conseil Général de Mayotte ;
- Vu la délibération n° 57/2010/CG du 5 juillet 2010 relative à l'adoption du schéma régional de développement économique, de l'emploi et de la formation ;
- Vu le rapport n° 2013-00922 de Monsieur le Président du conseil Général
- Vu l'avis de la Commission des finances et du développement économique en date du 21 janvier 2013.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : de modifier la délibération n° 53/2010/CP du 5 juillet 2010 et de permettre ainsi à la société « MAORE ASSAINISSEMENT ET PROPRETE » de réaliser son projet en lui ouvrant la possibilité de faire une location-vente de la parcelle n°11 d'une surface de 1 187 m² par un montant de 94 960 € sur une durée de 10 ans, à raison d'un loyer annuel de 9 496 € (neuf mille quatre cent quatre-vingt seize euro).

Article 2 : d'émettre des titres de recettes correspondant aux produits de cette location-vente sur le chapitre 77 compte 775 du budget 2013 et suivants du Département de Mayotte.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer les actes afférents.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général de Mayotte

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°943/2013/CG

Relative à l'octroi d'une subvention à la CAPAM pour la représentation de la profession agricole et la promotion de l'agriculture mahoraise au Salon International de l'Agriculture 2013

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaidou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Ben Issa OUSSENI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-000943 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et du développement économique du 21 janvier 2013

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

- ARTICLE 1 :** d'octroyer une subvention **64 431 €** (soixante quatre mille quatre cent trente et un euros) à la chambre d'agriculture de la pêche et de l'aquaculture de Mayotte pour l'organisation de la participation de Mayotte au salon international de l'agriculture (SIA), en vue de promouvoir son agriculture.
- ARTICLE 2 :** la délégation sera composée d'agriculteurs, de personnel de la chambre et d'agents du Conseil Général
- ARTICLE 3 :** la subvention est destinée à la prise en charge des frais de transport d'agriculteurs et agents de la CAPAM, au fret de marchandises, à la location et décoration de stand, à l'animation et à l'accueil du public.
- ARTICLE 4 :** d'imputer cette dépense sur le chapitre 65, compte 65738, du budget 2012 du Département de Mayotte.
- ARTICLE 5 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer la convention déterminant les modalités d'attribution de cette subvention et les avenants dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause ni l'objet, ni le montant globale de la subvention.



Pour extrait conforme,
Le Président du Conseil Général
Daniel ZAÏDANI

Sole

25 772,4 € sur présentation auprès de la DARTM :

- d'un tableau récapitulatif des dépenses et recettes engagées au cours de la SIA 2012

- les copies des factures

- d'un rapport mentionnant les activités réalisées lors de la dite mission

Ces pièces devront être présentées au plus tard le 30 septembre 2013 : au-delà, elles ne seront pas prises en compte

La mise en paiement de cette subvention est réalisée sur son **compte** ouvert au Trésor public sous le numéro :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
10071	98001	00001000032	95

Article 4 : PUBLICITE

La CAPAM s'engage à afficher à l'entrée du stand le logo du Conseil Général de Mayotte et à distribuer dans la limite du disponible tout document ou article faisant la promotion de Mayotte et du Conseil Général.

Article 5 : IMPUTATION

La subvention sera imputée sur le chapitre 65, compte 65738 du budget 2012 Département de Mayotte.

Article 6: CONTROLE

Le bénéficiaire se soumettra à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la DARTM, ou par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil Général. Il présentera aux agents de la DARTM tout document et pièce établissant la régularité des dépenses relatives à l'exécution de la présente convention.

Article 7 : VALIDITE ET AVENANT

La présente convention est valable de la date de la signature de la délibération, au 30 juin 2013. Elle prend en charge les dépenses effectuées pendant la période de validité de la convention, dans le respect de l'article 2.

Elle ne peut par ailleurs être modifiée que par voie d'avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er} et 2 de la présente convention

Article 8: REVERSEMENT

En cas de non-respect des termes de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, ou la modification de l'objet de la subvention accordée, le Président du Conseil Général peut dénoncer la présente convention sur simple commandement de payer et exiger le renversement partiel ou total des sommes versées.

Article 9: LITIGE

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et n'ayant pu trouver de résolution à l'amiable, ce dernier sera porté devant le Tribunal Administratif de Mamoudzou.

Fait à Mamoudzou, le 2013

Le Président de la Chambre d'Agriculture, de la
Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte

Le Président du Conseil Général

Dani SALIM



Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

**Direction Générale Adjointe
Economie et Développement Durable**

Direction de l'Agriculture, des Ressources
Terrestres et Maritimes



CONVENTION n° /DARTM/ SAP/ CG/ 13 Relative à l'octroi d'une subvention à la CAPAM pour la représentation de la profession agricole et la promotion de l'agriculture mahoraise au Salon International de l'Agriculture 2013

ENTRE d'une part,

Le Conseil Général de Mayotte, représenté par son Président Monsieur Daniel ZAIDANI.

ET d'autre part,

La Chambre d'Agriculture, de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte (CAPAM) représentée par son Président, Monsieur Dani Salim élisant domicile au Place Mariage - BP 782 – 97600 MAMOUDZOU

VU La délibération n° /2013/CG relative à l'octroi d'une subvention à la CAPAM pour la représentation de la profession agricole et la promotion de l'agriculture mahoraise au Salon International de l'Agriculture 2013

II A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT:

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une subvention d'un montant de 64431€ (soixante quatre mille quatre cent trente et un euros) à la CAPAM, pour la représentation de la profession agricole et la promotion de l'agriculture mahoraise au Salon International de l'Agriculture 2013 à Paris.

Article 2 : DESTINATION DE L'AIDE

L'aide sera utilisée pour participer au financement de la prise en charge de 4 personnes (2 producteurs et 2 représentants de la chambre) devant participer au Salon International de l'Agriculture 2013 à Paris ainsi qu'au financement des différentes opérations mentionnées ci-après :

Intitulé	Montant
- Inscription et entrées au SIA - édition de cartes d'invitation - location, montage et aménagement de stand pour les équipes de la CAPAM et du Conseil Général - Frais de déplacement de 2 représentants de la CAPAM et 2 producteurs - achat et transport de marchandises (produits agricoles et décoration) - Dîner de gala - Inauguration, danses traditionnelles, msinzano, dégustations - Supports de communication, écarts presse	64 431 €

Observation : le stand Mayotte que réservera la CAPAM devra être assez spacieux pour accueillir les équipes de la CAPAM, du Conseil Général ainsi que les différents invités

Article 3 : VERSEMENT ET MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues s'effectue de la façon suivante :

1 ^{er} Versement	A la signature de la convention, 60 % de la dotation globale soit 38 658,60 €.
---------------------------	--

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°949/2013/CG

Relative au programme de la voirie rurale agricole 2013

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-000949 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et du développement économique du 21 janvier 2013,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : le programme de création et de réhabilitation de la voirie rurale agricole 2013, est défini comme suit
Proposition programme de création de pistes

Proposition programme de création de pistes (coûts à estimer)

Nom de la piste	Commune	Nature des prestations
Mtsamboro – Bandrani	Mtsamboro	Travaux
Piste Bandrandzia-Haoila	Tsingoni- Mtsangamouji	Etudes et travaux
Bouanatsa- Mzouazia - Djalimou	Boueni – Kani keli	Etudes
Piste Ouangani Sud	Ouangani	Etudes

Proposition programme de réhabilitation de pistes

Nom de la piste	Communes	Longueur (ml)	Coûts estimatifs
Mavingoni	Dembeni	4 500	1 496 000
Dzoumogné retenu collinaire- Bandrani- Mapouera	Bandraboua- Mtsamboro	8 352	2 215 000
Mapouera-Bandrandzia	Bandraboua- Acoua- Mtsangamouji	7 496	2 145 000
Piste Dembeni	Dembeni		

Article 2 :

la réalisation des études et travaux sera définie après consultation du comité de pilotage de la voirie rurale et soumise à la décision de la commission permanente, en fonction des crédits qui seront affectés.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Le Président du Conseil Général
Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL



Direction Générale Adjoint au Développement

Direction Agriculture, Ressources Terrestres et Maritimes
Service des Travaux Agricoles et Ruraux

Comité de Pilotage de la Voirie Rurale Fiche de présentation de la réunion de programmation 2012-2014

Ordre du jour de la réunion

- 1) Récapitulatif des programmes et travaux de Voirie Rurale entre 2004 et 2008
- 2) Les budgets et dépenses de voirie rurale de 2001 à 2011
- 3) Les opérations en cours
- 4) Programmation 2012-2016
- 5) Divers

I - Récapitulatif des travaux de Voirie Rurale réalisés entre 2004 et 2011

2004	2005	2006
- 4 pistes créées pour 7,3 km de longueurs totales	- 3 pistes créées pour 5,3 km de longueur totale - 4 pistes entretenues pour 18 km	- 1 piste réhabilitée d'une longueur de 1,5 km - 12 pistes ont été entretenues avec longueurs totales de 39,4 km
2007	2008 - 2009	2010 - 2011
- 1 piste créée, longueur non déterminée. - 2 pistes réhabilitées pour 8,8 km de longueur totale - 32 pistes entretenues totalisant 116 km	- 2 pistes de longueur totale de 1,9 km ont été réhabilitées	- 3 pistes ont été réhabilitées pour une longueur totale de 9,99 km

Depuis 2004, les travaux entrepris en voirie rurale ont permis :

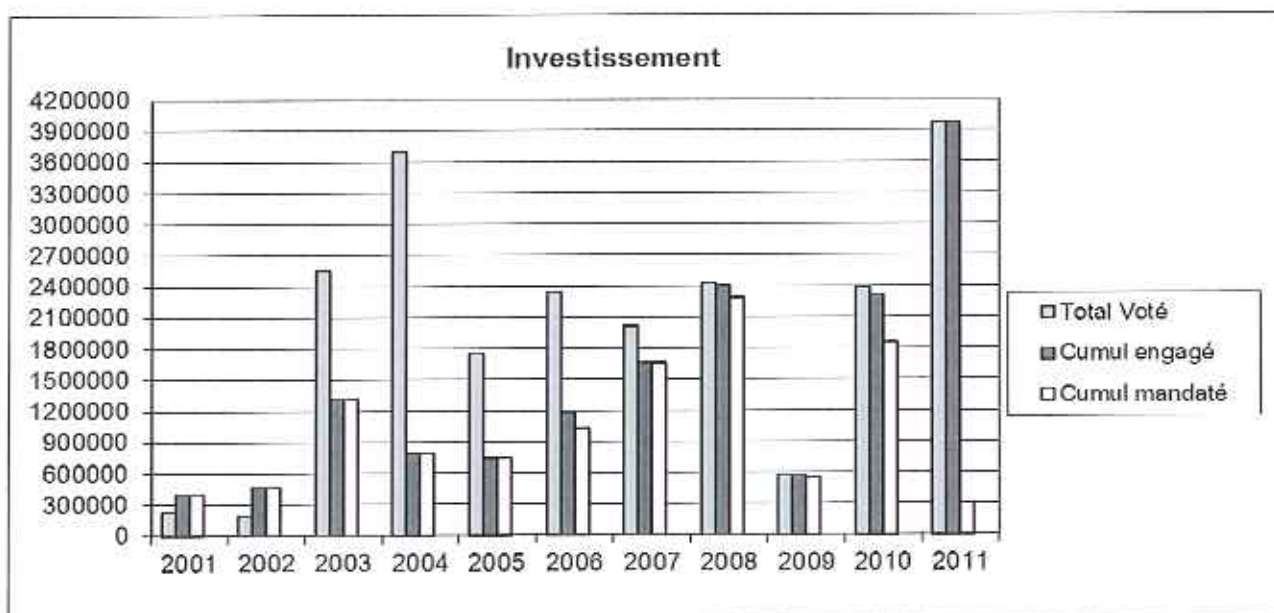
- l'ouverture de 12,60 km de nouvelles pistes (8 pistes)
- la réhabilitation de 22,19 km de pistes (8 pistes)
- l'entretien de 173,40 km de pistes (48 pistes)

II – Les budgets et dépenses de voirie rurale de 2001 à 2011

• Investissement

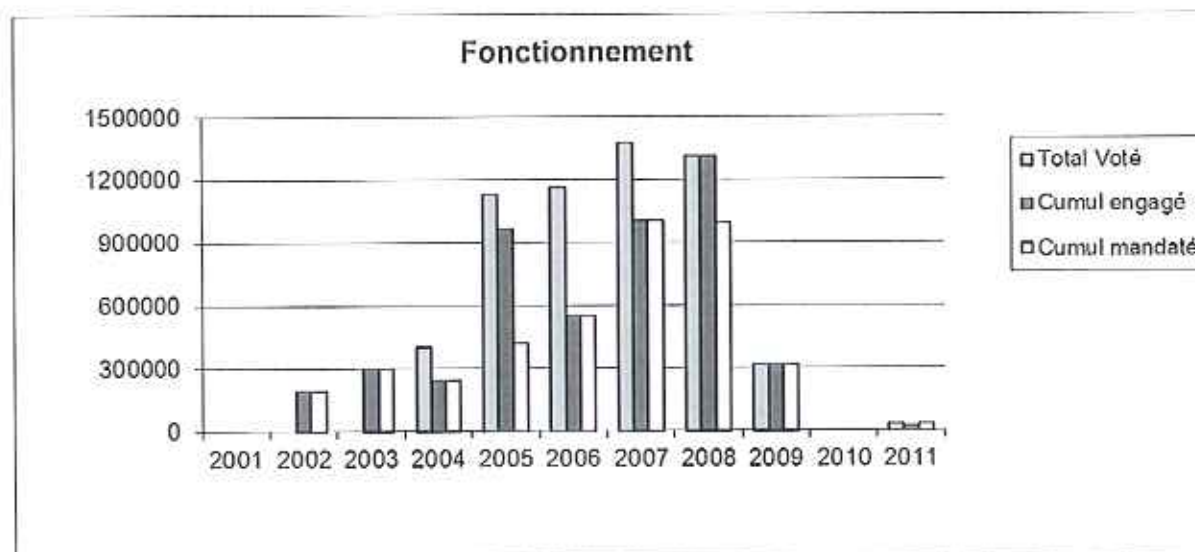
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Total Voté	224912	194360	2547811	3695996	1748242	2341857	2018139	2427000	571517	2394995	3969110
Cumul engagé	398623	471810	1315663	783896	748112	1180898	1656407	2399602	566937	2308410	3965581
Cumul mandaté	398623	471810	1315663	783896	748112	1034371	1656407	2284222	553942	1856541	308760





• **Fonctionnement**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Total Voté				400000	1128572	1165353	1374049	1312445	318805	0	33985
Cumul engagé		194034	299732	243790	963237	547735	1006115	1309980	318805	0	20474
Cumul mandaté		194034	299732	243790	420515	547735	1006115	994200	318805	0	33985



- De 2001 à 2011, les dotations votées pour la voirie rurale (investissement et fonctionnement) se sont élevées au totale à **27 867 148 €, soit une moyenne annuelle de 2 533 377 €.**

- Depuis la décentralisation en 2004, cette moyenne s'élève à **3 112 508 €** par année.

- Il faut noter que jusqu'en 2009, le financement des travaux de voirie rurale a été assuré exclusivement par le Conseil Général.

Toutefois, depuis 2009, à travers des programmes spéciaux tels que Plan de Relance, Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI), Crédits Inter-Ministériel de l'Outre-Mer (CIOM), l'Etat accorde des subventions importantes au Conseil Général pour la réalisation des travaux de voirie rurale.

Ainsi, le montant cumulé des subventions de l'Etat pour ces 3 dernières années s'est élevé à 5 234 418,40 €.

III – Les opérations en cours

3.1- Les opérations subventionnées par l'Etat

Intitulé de l'opération	Code projet	Commune	Longueur de la piste	Nature des prestations	Programme	Coût total opération	Part Etat	Part Conseil Général	Etat avancement
Réhabilitation piste Mtsangachehi	R1	Chirongui-Sada	3 200 ml	travaux	Plan de Relance 2009	2 055 540	1 500 000	555 540	Chantiers réceptionnés en 2010
Réhabilitation piste Rouaka	R2	Ouangani-Sada	3 550 ml	Etudes et travaux					
Réhabilitation piste Kwalé-Vahibéni	R3	Mamoudzou	3 162 ml	Etudes et travaux					
Ouverture piste Omar Boitcha	C1	Dembeni	480 ml	Etudes et travaux	FEI	318 790	1 500 000	698 690	Etudes achevées
Réhabilitation piste Haboué	R4	Ouangani-Tsingoni	7 580 ml	Etudes et travaux		1 879 900			Etudes en cours d'achèvement
Réhabilitation piste Gagani-Bandranzia-Maboungani	R5	Bandraboua-Mtsangamouji-Tsingoni	9 100 ml	Etudes et travaux	CIOM	2 793 023	2 234 418	558 605	Etudes en cours
Total des opérations subventionnées						7 047 253	5 234 418	1 812 835	

Code projet* : Voir cartes en annexe 2 et 3

3.2- Les opérations auto financées par le Conseil Général

Intitulé de l'opération	Code projet*	Commune	Longueur de la piste	Nature prestations	Coût opération	Budget engagé	Budget à engager	Etat d'avancement
Ouverture piste Mtsamboro-Bandrani	C2	Mtsamboro	1 400 ml	Etudes et travaux	1 801 340	101 340	1 700 000	Etudes achevées ; en attente des autorisations administratives

Code projet* : Voir cartes en annexe 2 et 3

IV- Programmation 2012-2016

Pour aider à l'élaboration de la programmation 2012-2014, deux outils de travail sont disponibles :

- le schéma de voirie rurale 2001-2011
- le Schéma Directeur de l'Aménagement Agricole et Rural de Mayotte (SDAARM)

4.1- Le schéma de voirie rurale 2001-2011

Ce schéma a été réalisé en 2002 dans le but :

- d'établir un diagnostic de la voirie existante : longueur, état, problèmes rencontrés...,
- d'établir une hiérarchisation du réseau,
- de mettre à jour la base de donnée géo référencées du réseau de pistes de la DAF,
- de déterminer quelles sont les zones agricoles telles que définies au Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire (SRADT) qui sont suffisamment desservies en pistes et celles qui ne le sont pas,
- d'évaluer les besoins en pistes pour les dix prochaines années après consultation des socioprofessionnels et des élus,
- d'établir la liste des ouvrages à créer et le calendrier prévisionnel de réalisation pour les dix prochaines années.



Le schéma de voirie rurale 2002-2011 prévoyait la création de 33 pistes totalisant 70 kilomètres de longueur.

Ces pistes sont répertoriées sur les cartes en annexes 2 et 3.

En 2004 et 2005 et 2007, seulement 19 km représentant 9 nouvelles pistes ont été réalisés.

4.2- Le Schéma Directeur de l'Aménagement Agricole et Rural de Mayotte (SDAARM)

Suite aux états généraux de l'outre-mer organisés d'avril à juin 2009, les réflexions ont abouti à l'élaboration du Plan Mayotte 2015, validé au niveau national en commission interministérielle. Le SDAARM constitue la fiche n°7 du Plan Mayotte 2015.

Elaboré de manière concertée avec l'ensemble des acteurs locaux (élus départementaux et municipaux, services de l'Etat, du conseil général et de la CAPAM, représentants des organisations professionnelles agricoles...), le SDAARM a pour objectif de disposer d'une vision fine du développement potentiel de l'agriculture selon les zones. Le Schéma comprend trois zones :

- **Les zones agricoles à faible potentiel :**

Ce sont des zones dont les pentes sont globalement supérieures à 15%. La pratique de l'agriculture y est autorisée mais, du fait des contraintes environnementales et en particulier les fortes pentes, il est recommandé d'y mettre en place un ensemble de mesures anti-érosives (cultures associées, couverture arborée, haies vives, cordons pierreux,...).

- **Les zones agricoles à potentiel modéré :**

Ce sont des zones dont les pentes sont globalement homogènes et inférieures à 15%. Cependant, selon les acteurs du terrain (agriculteurs, élus...), elles ne sont pas particulièrement ressorties comme ayant un fort potentiel de développement.

- **Les zones à fort potentiel de développement agricole :**

Les zones à fort potentiel de développement agricole (ZFPDA) se situent préférentiellement dans des zones de faible pente. Elles présentent à la fois un fort potentiel agronomique mais également humain. Ce sont des zones qui, aux dires des acteurs locaux, permettront de valoriser au mieux les futurs investissements.

- **Répartition des surfaces par zone :**

Le zonage du SDAARM concerne uniquement les espaces dans lesquels l'agriculture est autorisée. Sont donc exclus du zonage les zones urbaines et à urbaniser, et les espaces protégés. Au final, ces zones autorisées pour l'agriculture concernent 20700 ha sur un total de 37400 ha. Enfin, il faut souligner que le SDAARM est en parfaite harmonie avec les zones agricole du Plan Local d'Urbanisme (PLU) des communes de Mayotte.

Zonage SDAARM	Surfaces Concernées
Les zones agricoles à faible potentiel	5 472 ha
Les zones agricoles à potentiel modéré	7 129 ha
Les zones à fort potentiel de développement agricole	8 099 ha

La répartition des 3 zones est représentée sur la carte en annexe 1.

4.3- Programmation 2012-2016

- **Les travaux de réhabilitations**

Nom de la piste	Code projet*	Communes	Longueur (ml)	Coûts estimatifs		
				Maîtrise d'oeuvre	Travaux	Total par opération
Mavingoni	R6	Dembeni	4 500	136 000	1 360 000	1 496 000
Dzoumogné retenu collinaire-Bandrani-Mapouera	R7	Bandraboua-Mtsamboro	8 352	201 000	2 014 000	2 215 000



Mapouera-Bandranzia	R8	Bandraboua-Acoua-Mtsangamouji	7 496	195 000	1 950 000	2 145 000
Coconi-Bejamoudou	R9	Ouangani-Dembeni	3 034	100 000	1 000 000	1 100 000
Bouyouni-Combani	R10	Bandraboua-Tsingoni	8 062	200 500	2 005 000	2 205 500
Mhogoni-Mahojani-Bandranzia	R11	Bandraboua	4 423	130 600	1 306 000	1 436 600
Bangoueni	R12	Dembeni-Mamoudzou	4 130	124 800	1248000	1 372 800
Gagani- Maoueni	R13	Bandraboua	2 004	60 560	605600	666 160
Miangani	R14	Koungou	2 023	61 140	611400	672 540

Code projet* : Voir cartes en annexe 2 et 3

En conformité avec les stipulations du SDARM, les pistes desservant les ZFPDA pourraient être réhabilitées en priorité.

- Ouverture de nouvelles pistes

Nom de la piste	Code projet*	Commune	Nature des prestations	Coûts estimatifs		
				Maîtrise d'oeuvre	Travaux	Total par opération
Accès exploitation Bamcolo	C3	Tsingoni-Mtsangamouji	Etudes et travaux			
Bouanatsa-Mzouazia	12	Boueni	Etudes			
Ouangani sud	29	Ouangani	Etudes			
Choungui heli	26	Kani Keli	Etudes			

Code projet* : Voir cartes en annexe 2 et 3

V – Besoins budgétaires

- Travaux de réhabilitation des pistes existantes et d'ouverture de nouvelles pistes (chapitre budgétaire 23 - 23151 G11_03)

Budget proposé par le service pour l'exercice 2012 : **5 626 300,00 €** avec la répartition suivante :

- création de la piste Mtsamboro (autorisation de programme votée en 2010) : 1 700 000 €
- complément pour le financement de la réhabilitation de la piste Gagani- Bandradzia (programme retenu et cofinancé par les crédits CIOM) : 1 426 300 €
- financement d'opérations nouvelles de voirie rurale : 2 500 000 €

- Etudes pour la réhabilitation des pistes existantes et pour l'ouverture de nouvelles pistes (chapitre budgétaire 20 – 2031 G11_03)

Budget proposé par le service pour l'exercice 2012 : **634 600,00 €** à réserver pour les études de voirie rurales programme 2012 et pour les opérations nouvelles.

- Budget pour l'entretien des pistes (chapitre budgétaire 11 – 61523 G11_03)

Budget proposé par le service pour l'exercice 2012 : **500 000,00 €** à réserver pour l'entretien des pistes réhabilitées depuis 2008.



VI – Divers

Il est à noter que depuis le mois de juin 2011, le véhicule utilisé par le service pour ses missions a été immobilisé pour cause de panne. Depuis, aucun autre moyen de déplacement n'a été proposé aux agents pour le suivi des travaux de voirie rurale.

Les conséquences du manque de moyen de déplacement sont multiples :

- Rendes-vous avec les bureaux d'études et entreprises de travaux non honorés par les agents,
- Absences aux réunions de chantiers relatives aux marchés de voirie rurale,
- Suivi insuffisant des chantiers

Pour rappel, le Conseil Général s'est engagé auprès de l'Etat pour la réhabilitation des pistes rurales. Les subventions accordées ces 3 dernières années par l'Etat pour ces opérations représentent **5 234 418,40 €**.

Sans moyen de déplacement pour les agents, la réalisation et le suivi de plusieurs opérations pourraient être compromises.

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°953/2013/CG

Relative à l'attribution d'une subvention à la coopérative agricole « COOP ADEM » au titre de l'année 2013.

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-000953 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et du développement économique du 21 janvier 2013

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'octroyer une subvention de **112 500 € (cent douze mille cinq cent euros)** au profit de la coopérative agricole « COOP ADEM » pour le financement de son programme d'actions, selon la répartition suivante :

- 73 500 € pour la santé animale dont 38 500 € affectés à 2 salaires
- 37 000 € en fonctionnement
- 2 000 € en investissement

Article 2 : d'imputer cette aide sur les chapitres 65 et 204 du budget 2013 du Conseil Général de Mayotte.

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer la convention déterminant les modalités d'attribution de cette subvention et tout avenant dans la mesure où les modifications ne remettent pas en cause ni l'objet, ni le montant globale de la subvention.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



CONVENTION N°..../DARTM/CG/13 relative à l'attribution d'une subvention à la coopérative agricole «COOP ADEM » au titre de l'année 2013

CONSEIL GÉNÉRAL

Direction Générale Adjointe
chargée de l'Economie et du Développement
Durable

Direction de l'Agriculture, des Ressources
Terrestres et Maritimes

ENTRE d'une part,

Le Conseil Général de Mayotte, représenté par son Président Monsieur Daniel ZAIDANI

ET d'autre part,

La société coopérative « COOP ADEM » Elisant à domicile au quartier Diceli Coconi, BP 16, 97670 Ouangani, représentée par Monsieur SOUFOU Waheb, président

VU La délibération n° 953/2013/CG en date du 25 janvier 2013, relative à l'attribution d'une subvention à la coopérative agricole « COOP ADEM » au titre de l'année 2013

II A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT:

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une subvention d'un montant de **112 500 € (cent douze mille cinq cent euros)** à la coopérative agricole « COOP ADEM » en vue de financer ses activités.

Article 2 : MODALITES

L'aide sera utilisée pour financer les programmes suivants:

Intitulé		Montant en €
Fonctionnement		
Santé animale	Programme technique	
	- Encadrement technique des élevages bovin, caprin et ovin	
	- Génétique et reproduction des ruminants »	
	- Amélioration et contrôle de l'état de santé du cheptel	57 000 €
	Salaires 1 vétérinaire et 1 technicien	38 500 €
	Sous total santé animale	95 500 €
Charges liées à l'administration de la COOP ADEM		15 000 €
Total fonctionnement		110 500
Investissement : Aménagement, mises aux normes des bureaux,		2 000
Total subvention		112 500 €



Handwritten signature or mark.

Article 3 : VERSEMENT ET MODALITES DE PAIEMENT

- Le paiement des sommes dues s'effectue de la façon suivante :

1 ^{er} Versement	A la signature de la convention, 80 % du budget du fonctionnement soit 88 400 €
Le Solde	Soit 24 100 €, sur présentation auprès de la DARTM: <ul style="list-style-type: none">• d'un tableau récapitulatif des dépenses engagées en 2012• d'un rapport définitif d'exécution du présent programme au plus tard le 30 avril 2013• Des rapports d'activités 2011 et des rapports financiers ainsi que toutes les annexes certifiés par le Commissaire aux comptes et validés par l'assemblée générale Ces pièces devront être présentées au plus tard le 30 avril 2013 : au-delà, le solde ne sera pas versé

- le paiement de la partie Investissements (2 000 €) se fera sur présentation des factures acquittées.

- Le versement de ces subventions sera effectué sur le compte ouvert au Crédit Agricole sous le numéro

Code Banque	Code Guichet	Numéro de compte	Clé
19 906	00974	90001623889	10

Article 4 : IMPUTATION

Cette aide sera imputée sur le chapitre 65 du budget 2013 du Conseil Général de Mayotte.

Article 5: CONTROLE

Le bénéficiaire se soumettra à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par la DARTM, par toute autorité commissionnée par le Président du Conseil Général. Il présentera aux agents de la DARTM tous documents et pièces établissant la régularité des dépenses relatives à l'exécution de la présente convention (factures, reçus...).

Article 6 : VALIDITE ET AVENANT

La présente convention est valable jusqu'au 30 juin 2013. Elle prend en charge toute dépense autorisée à l'article 2, effectuée durant l'année 2012.

Elle ne peut par ailleurs être modifiée que par voie d'avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 7: REVERSEMENT

En cas de non-respect des termes de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, ou la modification de l'objet de l'utilisation de la subvention accordée, le Président du Conseil Général peut dénoncer la présente convention sur simple commandement de payer et exiger le renversement partiel ou total des sommes versées.

Article 8: LITIGE

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et n'ayant pu trouver de résolution à l'amiable, ce dernier sera porté devant le Tribunal Administratif de Mamoudzou.

Fait à Mamoudzou, le . janvier 2013

Le Président de la COOP ADEM

SOUFOU Waheb

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAIDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°957/2013/CG

Relative à la conclusion de l'avenant n°2 à la convention de partenariat entre le Conseil Général et la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 14 mars 2011 portant sur le fonds de concours de 2012 et 2013 et les modalités de versement

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°150/2011/CG du 31/01/2011, relative à la conclusion d'une convention de partenariat entre le Préfet de Mayotte, et Le Président du Conseil Général de Mayotte sur la mise à disposition d'une partie des services et du personnel de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) à la Collectivité Départementale de Mayotte ;
- Vu** la convention (notamment l'article 5 et son annexe 4) de partenariat signé entre le Préfet de Mayotte et le Président du Conseil Général en date du 14 mars 2011 ;
- Vu** le rapport n°2013-000957 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la Commission de l'Aménagement, de l'Environnement et du Cadre de vie du 22 janvier 2013.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de partenariat entre la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sur la fixation de la participation financière du département à la mise à disposition d'une partie des services de la DEAL au département ainsi que la liste du personnel affecté sur les routes départementales et les emplois supports recensés au 31/07/2012. L'annexe 2 de la convention est modifiée en conséquence en annexe 2 et annexe 2bis ci-joints.



Le montant du fonds de concours de 2012 est fixé à 768 609 €. Comme un premier paiement a été effectué par mandat d'office par arrêté préfectoral pour un montant de 513 207,80 €, il ne reste à régulariser que le solde, soit la somme de 255 401,20 €.

Article 2 :

d'imputer cette dépense sur le chapitre 65, compte 6568 du budget du Conseil Général et d'autoriser le Président du conseil Général à signer les documents nécessaires au paiement de ce fonds de concours.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Avenant N° 2 à la CONVENTION

entre le PREFET et le PRESIDENT du CONSEIL GENERAL

relative à la mise à disposition des services de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Entre nous,

Monsieur Thomas DEGOS, Préfet de Mayotte, agissant au nom de l'État,

d'une part, et

Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte, agissant au nom de celui ci ,

d'autre part,

- Vu** la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001 relative à Mayotte ;
- Vu** la loi n° 2003-660 du 22 juillet 2003 relative à l'Outre-Mer ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le décret 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Vu** la convention de partenariat entre le Préfet de Mayotte et Le Président du Conseil Général relative à la mise à disposition d'une partie des services de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 14 mars 2011.
- Vu** l'avenant N°1 à la convention de partenariat entre le Préfet de Mayotte et Le Président du Conseil Général relative à la mise à disposition d'une partie des services de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 4 décembre 2011.
- Vu** la délibération n° _____ du 2012, relative à l'avenant n°2 à la convention de partenariat entre le Préfet de Mayotte et le Président du Conseil Général en date du 14 mars 2011 ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de L'avenant

Le présent avenant a pour objet :

- d'ajuster la participation financière du Conseil Général pour 2012,
- d'actualiser l'annexe 2, cadre de référence en terme de ressources humaines dédiées à l'exercice opérationnel de la compétence routes départementales.

Article 2 - PARTICIPATION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

L'article 5.1.a de la convention est modifié comme suit :

La participation financière du Conseil Général aux moyens de fonctionnement des parties de services mises à sa disposition par la DEAL en 2012 est fixée à 768 609 €.

Sa composition est détaillée à l'annexe IV de la convention. Son paiement est fait en deux temps :

- un premier versement de 513 207,80 € calculé et versé selon les conditions de l'article 2 de l'avenant n°1 à la convention citée ci-dessus ;
- et le versement du solde au 31 décembre 2012.

Pour 2013, la participation financière du Conseil Général est fixée sur la base du montant déterminé pour 2012, soit 768 609 € actualisé selon les dispositions de l'article 5 de la convention et les éléments comptables prévus par l'annexe 4.



Son versement est opéré en deux temps selon les dispositions portées à l'article 5b de la convention et sur présentation de la ventilation de ce fonds concours pour l'année 2013 au Conseil Général.

Cependant, le paiement ne pourra être réalisé par le département qu'après transmission par la DEAL au Conseil Général du détail d'utilisation du fonds de concours de 2012 et de la ventilation programmée de celui de 2013.

Article 4 - EFFECTIF DES SERVICES MIS A DISPOSITION

L'annexe 2 de la convention, actualisée au 31/07/2012, porte sur les 244,7 agents travaillant sur les routes départementales et nationales selon la répartition portée à l'annexe 4, soit 162,53 pour les routes départementales contre 82,17 pour les routes nationales.

Cette annexe est modifiée en conséquence avec le rajout d'une annexe 2 bis portant sur les emplois supports.

ARTICLE 5 – ELABORATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT D'ENTRETIEN DES ROUTES

La DEAL s'engage à élaborer avant le 31 décembre 2012, la proposition du budget de fonctionnement nécessaire à l'entretien des routes départementales parallèle à celui des routes nationales qui sera joint en annexe de la convention Conseil Général DEAL du 14 mars 2011.

Article 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

Les clauses des articles 3 et 5 de la convention restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Fait à MAMOUDZOU le

Pour le Conseil Général de Mayotte

Pour l'Etat

Le président du Conseil Général de
Mayotte

Le préfet de Mayotte



DANIEL ZAUBANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°965/2013/CG

Relative à un avenant à la convention n°001/2010 concernant la construction du restaurant
pédagogique du GSMA-M

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu la convention n°001/2010 relative au financement par la Collectivité Départementale de Mayotte de la construction du restaurant pédagogique du GSMA_M et au transfert de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre de la Collectivité vers le Groupement du Service Militaire Adapté de Mayotte pour cette opération, signée le 21 Juillet 2010 entre le Président du Conseil Général de Mayotte et le Groupement du Service Militaire Adapté de Mayotte (GSMA-M) ;
Vu la délibération n°727/2012/CP du 10 mai 2012 relative à l'avenant n°1 à la convention N°001/1010 relative à la modification de la durée de la convention sur le financement pour la construction du restaurant pédagogique du GSMA-M à COMBANI ;
Vu la délibération n°880/2012/CG du 12 juillet 2012 autorisant Monsieur le Président à signer avec le GSMA-M) l'avenant N°2 portant modification de la convention N°001/2010 ;
Vu le rapport n°2013-00965 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission de l'Aménagement, de l'Environnement et du Cadre de vie du 22 janvier 2013.

Après on avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'annuler et de remplacer par celle-ci, la délibération n°880/2012/CG du 12 juillet 2012 autorisant Mr le Président à signer avec le GSMA-M) l'avenant N°2 portant modification de la convention N°001/2010 relatif au financement pour la construction du restaurant pédagogique du GSMA-M à COMBANI.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer avec le Groupement du Service Militaire Adapté de Mayotte (GSMA-M) représenté par son chef de corps, l'avenant n°2 portant modification de la convention n°001/2010 relative au financement par la Collectivité Départementale de Mayotte de la construction du restaurant pédagogique du GSMA-M et portant le montant de la subvention à 2.709.370.00€ au lieu de 2.400.000€

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

**AVENANT N°2 PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION N°001/2010 RELATIVE AU FINANCEMENT
DU RESTAURANT PEDAGOGIQUE DU GSMA ET AU TRANSFERT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE ET DE LA
MAITRISE D'ŒUVRE POUR CETTE OPERATION.**

Entre les soussignés :

Le Département de Mayotte, représenté par son Président, Monsieur Daniel ZAIDANI
D'une part,

Et

Le Groupement du Service Militaire Adapté de Mayotte (GSMA-M) représenté par son Chef de Corps, Lieutenant
Colonel Stéphane GUILLAUME-BARRY,

D'autre part,

Vu La délibération n°727./2012/CP du 10 Mai 2012 relative à un avenant à la convention n°001/2010

**Vu La délibération N°...../2012 du Relative à un avenant N°2 de la convention
N°001/2010 ;**

Article 1 : L'article n°5 de la convention n°001/2010 est modifié comme suit :

"Participation et financement

Le projet de réalisation de l'ouvrage a été évalué, selon les termes de l'avenant n°2 à 3.909.370,00
dont :

- 2.709.370,00 Euros financés par le Conseil Général de Mayotte (Gros œuvre, Génie
Climatique, électricité)
- 1.200.000, 00 Euros financés par le COMSMA"

Le reste de l'article 5 étant sans changement.

Article 2 : L'article 8 de la convention est modifié comme suit :

La durée de validité de la convention est portée à jusqu'au 31/12/2013

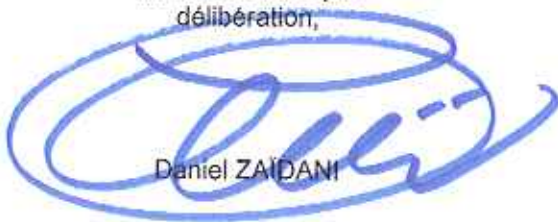
Le reste de l'article 8 étant sans changement.

Article 3 : Les autres articles de la convention n°001/2010 restent inchangés.

Fait en quatre exemplaires originaux.

Mamoudzou, le...../...../2013

Pour le Département de Mayotte, Le Président,
dûment habilité par
délibération,



Daniel ZAIDANI

Pour le GSMA-M, le Chef de Corps

Lieutenant Colonel Stéphane GUILLAUME-BARRY,

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

Délibération N°996/2013/CG

Relatif à la vente de terrain du département pour la ZAC du soleil levant (anciennement Hamaha)
et à l'annulation de la délibération 148/2011/CG du 31/01/11 (participation du département
au financement de la ZAC)

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 15

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA,
Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI
DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY,

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 2

MM. Saïd Omar OILI et Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 3 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;
Vu l'arrêté n°666/2012 du Préfet de Mayotte en date du 13/08/12, portant règlement du budget primitif du Département de Mayotte,
Vu la délibération n°16/CMDZ/2008 de la ville de Mamoudzou, en date du 26 février 2008 relative à la ZAC Hamaha,
Vu l'évaluation France domaine n°114/12 du 27 juin 2012
Vu l'avis favorable de la Commission Patrimoine Foncier en date du 11/10/12
Vu la convention N°2012/19/SGAER/BAPIC attribuant une aide de l'Etat au titre du plan de relance 2012 et modifiant l'arrêté N°2011-150-DEAL du 28 octobre 2012,
Vu le courrier de demande de la SIM du 25/07/12, référencé : DAO/PhP/FS n°12
Vu le rapport n°2012-000996 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : Le département accepte de vendre les terrains cités ci-dessous, conformément aux prix évalués par France Domaine, pour un montant total de 1 493 000 Euros, au profit de la SIM, concessionnaire de la ZAC soleil Levant (anciennement appelée ZAC Hamaha).

N° titre	Référence cadastrale	N° lot	valeur du bien Cédé
T 2741	AE n° 14	3	1 341 745 €
T 2740	AE n° 15	4	113 005 €
Terrain domanial	Non cadastré	10	750 €
Terrain domanial	Non cadastré	11	37 500 €
TOTAL			1 493 000 €



Article 2 : La présente délibération annule la délibération 148/2011/CG du 31/01/2011 qui prévoyait que le département financerait la ZAC du Soleil Levant à hauteur de 1 423 592 Euros, puisque cette part sera prise en charge par l'Etat, dans le cadre du plan de relance.

Article 3 : Le Président du Conseil Général a mandat pour signer tout acte en rapport avec l'application de la présente délibération.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Le Président du Conseil Général
de Mayotte

Daniel ZAÏDANI

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE MAYOTTE


France
Domaine
 Avenue de la Préfecture
 B.P. 501
 97600 MAMOUDZOU
 TÉLÉPHONE : 02 09 61 16 40

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Philippe MAUSSIRE
 Téléphone : 02 69 61 82 72
 Télécopie : 02 69 61 18 60
 Mail : philippe.maussire1@dgifp.finances.gouv.fr
 Réf à rappeler : 114/12

OBJET : Evaluation de la ZAC du Soleil Levant
 V. Réf : DAO/PhP/FS N° 12/123

Mamoudzou, le 27 juin 2012

Monsieur le Directeur de la SIM
 Département Aménagement Opérationnel
 A l'attention de Faiz SUBRA
 BP 91
 97600 MAMOUDZOU



Monsieur,

Par courrier du 10 mai 2012, vous me demandez de procéder à l'évaluation des terrains de ZAC du Soleil Levant à Mamoudzou Hamaha.

La correspondance entre les lots désignés dans la DUP et les références cadastrales est la suivante :

N° lot DUP	N° Titre	Références cadastrales	Zone PLU	Observations
1	T 5737	Koungou BN n° 68 Mamoudzou AE n° 55	A AU1	Passage de réseaux
2	T 1122	Mamoudzou AE n° 241	AU1	
3	T 2741	Mamoudzou AE n° 14	AUp1	
4	T 2740	Mamoudzou AE n° 15	AUp1	
5	T 10916	Mamoudzou AE n° 107	Ua	
6	T 10922	Mamoudzou AE n° 177	Ua	
7	T 10921	Mamoudzou AE n° 134	Unc	
8	T 6144	Mamoudzou AE n° 65 & 67	AUp1 & Ns	
9	T 1146	Mamoudzou AH n° 121	AUp1	Propriété de l'ETAT, ancienne RN 1
10		Mamoudzou, non cadastré	AUp1	
11			AUp1	
12	T 1115	Mamoudzou AI n° 1	Ua	
13	T 112	Mamoudzou AE n° 66	Ns	
14	T 3283	Mamoudzou AE n° 22	Ns	Passage de réseaux
15	T 112	Mamoudzou AE n° 64	Ns	

La partie Ouest de la zone est constituée d'un talweg dont les cotés sont en pente. Il est recouvert d'arbres et arbustes divers. Il ne semble pas faire l'objet d'exploitation agricole.

La partie Est de la zone, plate, est constituée de terrain nu. La parcelle AI n° 1, située de l'autre côté de la voirie d'accès au lotissement des Hauts Vallons est occupée par les services techniques de la ville de Mamoudzou.

La création de servitude de passage sur la parcelle BN 68 (Koungou) est estimée à 2,00 €/m². La création de servitude sur les parcelles AE 55 & 241 est estimée à 3,00 €/m².

La valeur des parties des parcelles AE 14, 15 & 65 soumis à des aléas les rendant inconstructibles peut être estimée à 5,00 €/m². Les parcelles AE 66, 67, 22 & 34 situées en zone Ns sont évaluées à 5,00 €/m².

L'ensemble des autres parcelles, constructible, est estimé à 30,00 €/m².

La récapitulation de ces estimations figure sur un tableau joint à cette lettre.

Compte tenu de l'évolution du marché immobilier, cette évaluation a une durée de validité d'un an.

Vous voudrez bien me tenir informé de la suite donnée à ce dossier.

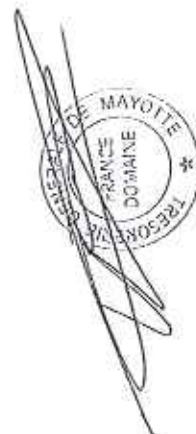
Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Contrôleur Principal



Philippe MAUSSIRE

Nature	Parcelles	N° lot	Superficie	Prix/m²	Prix total	Observations
Aléas divers	AE 14	3	12 917 m²	5,00 €/m²	64 585 €	
Contraintes hydrauliques	AE 15	4	11 m²	5,00 €/m²	55 €	
Contraintes hydr & glissement	AE 65 & 67	8	7 485 m²	5,00 €/m²	37 425 €	
Sous total contraintes :			20 413 m²		102 065 €	
Servitudes passages réseaux						
Zone A sur Koungou	BN 68 p	1	500 m²	2,00 €/m²	1 000 €	
Servitudes passages réseaux						
Zone AU1	AE 55 p	1	775 m²	3,00 €/m²	2 325 €	
Servitudes passages réseaux						
Zone AU1	AE 241	2	982 m²	3,00 €/m²	2 976 €	
Sous-total servitudes :			2 257 m²		6 301 €	
Zone NS	AE 66	13	374 m²	5,00 €/m²	1 870 €	
Zone NS	AE 22	14	374 m²	5,00 €/m²	1 870 €	
Zone NS	AE 64	15	42 m²	5,00 €/m²	210 €	
Sous total zone NS :			790 m²		3 950 €	
Sous total non constructible :			23 470 m²		112 316 €	
Zone AUp1	AE 14	3	42 572 m²	30,00 €/m²	1 277 160 €	
Zone AUp1	AE 15	4	3 765 m²	30,00 €/m²	112 950 €	
Zone Ua	AE 107	5	32 m²	30,00 €/m²	960 €	
Zone Ua	AE 177	5	94 m²	30,00 €/m²	2 820 €	
Zone Uac	AE 134	7	71 m²	30,00 €/m²	2 130 €	
Zone AUp1	AE 65 & 67	8	42 451 m²	30,00 €/m²	1 273 530 €	
Zone AUp1	AH 121	9	8 805 m²	30,00 €/m²	264 180 €	
Zone AUp1	N.C.	10	25 m²	30,00 €/m²	750 €	Propriété de l'Etat
Zone AUp1	N.C.	11	1 250 m²	30,00 €/m²	37 500 €	(ancienne RN1)
Zone Ua	AI 1	12	568 m²	30,00 €/m²	17 040 €	
Sous total zone constructible :			99 634 m²		2 989 020 €	
Total général :			123 104 m²		3 101 336 €	



PREFECTURE DE MAYOTTE

25 n° 200784019

BUDGET OPERATIONNEL DE PROGRAMME 123

CONVENTION N° 2011/43/SGAER/BAPIC

**ATTRIBUANT UNE AIDE DE L'ETAT AU TITRE DU PLAN DE RELANCE 2012
ET MODIFIANT L'ARRETE N° 2011-150-DEAL du 28 octobre 2011**

Entre

l'État représenté par le préfet de Mayotte,

la commune de Mamoudzou, le concédant de la ZAC, représentée par son maire M. Abdourahamane SOILIII

et

la Société Immobilière de Mayotte (SIM), le concessionnaire de la ZAC bénéficiaire final de la l'aide, représentée par son Directeur Général M. Mahamoudou AZIHARY,

VU la loi n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État ;

VU le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissements ;

VU le décret n° 2001-120 du 7 février 2001 relatif aux subventions de l'État pour les projets d'investissement dans les départements d'outre-mer et les collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du secrétariat d'État à l'Outre-mer ;

VU Le décret du 22 juillet 2011 du Président de la République nommant Monsieur Thomas DEGOS, Préfet de Mayotte ;

VU Le décret n° 2011-355 du 30 mars 2011 portant création du fonds mahorais de développement économique, social et culturel ;

VU le Contrat de Projet État-Collectivité Départementale de Mayotte 2008-2014 signé le 28 mars 2008 et amendé le 21 février 2011 ;

VU la note n° 11-028867-D du 6 décembre 2011 de Mme la Ministre de l'Outre-mer relative au Plan de relance de Mayotte ;

VU la notification des crédits en AE et CP n° 12-000754-D du 24 janvier 2012 au titre de l'année 2012 ;

Il est convenu ce qui suit :

1/1

7

PREAMBULE :

Le bénéficiaire dispose d'un correspondant unique (service pilote) qui est le suivant :

Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Mayotte

BP 109 – Terre Plein de M'tsapéré - 97600 MAMOUDZOU

Tél. : 02 69 61 12 54 ; Fax : 02 69 61 07 11

deal976@developpement-durable.gouv.fr

) 9/11

Ce correspondant transmet les informations au secrétariat général pour les affaires économiques et régionales, et le cas échéant, aux services concernés.

ARTICLE 1 – Objet :

Dans le cadre du Contrat de Projet Etat - Collectivité départementale de Mayotte 2008-2013

- AXE 4 : Mettre en œuvre un aménagement équilibré du territoire
- Mesure 4.3 : Répondre aux besoins de logement, aménagement foncier

le bénéficiaire s'engage à réaliser le projet suivant :

« Aménagement de la ZAC du Soleil Levant – HAMAHA à Mamoudzou »

Le contenu du projet visé au présent article et les modalités de mise en œuvre sont décrites dans le dossier de demande de subvention présentée par le bénéficiaire. Seul l'original archivé par le service pilote fait foi.

Sont joints à la présente convention trois annexes : un plan du projet, une description technique et financière et un échéancier prévisionnel de réalisation et de dépenses-recettes.

Le financement Etat prévu par la présente convention porte uniquement sur la phase 1 du projet ; elle constitue l'opération.

Cependant, le bénéficiaire s'engage à réaliser l'ensemble du projet conformément au programme prévu au dossier et selon l'échéancier annexé à la présente. Un reversement de la subvention sera exigé en cas de non-réalisation de la phase 2 selon le programme prévu.

La commune de Mamoudzou et le bénéficiaire s'engagent à mettre en conformité le traité de concession avec cet échéancier et ces nouvelles sources de financement.

ARTICLE 2 – Montant de l'aide financière :

Le coût prévisionnel de l'ensemble du projet est de 17 731 386 €. Le montant de l'opération (phase 1 du projet), toutes dépenses confondues est de 10 370 891 €.

L'aide globale de l'Etat accordée pour la réalisation de cette opération (phase 1 du projet) au titre du plan de relance, est de 8 276 451 € soit 79,8 % du coût éligible.

Une première participation financière de l'Etat a été accordée par arrêté préfectoral n° 2011-150/DEAL en date du 28 octobre 2011 pour un montant de 2 675 553 €.

La présente convention porte donc sur l'octroi du complément de l'aide de l'Etat soit 5 600 898 €. Cette subvention attribuée au bénéficiaire sera imputée, au titre du Plan de Relance sur le programme 123 du budget de l'Etat, Ministère de l'Outre-Mer selon la répartition suivante :

- 2 700 898 € sur :
- Action 01 Logement
 - Centre financier : 0123-D976-DPDE
 - Domaine fonctionnel : 0123-01-08 CPER

2/5

MA

2 900 000 € sur : - Action 02 Aménagement du territoire
- Centre financier : 0123-D976-D976
- Domaine fonctionnel : 0123-02-04

Le plan de financement résulte de l'échéancier prévisionnel de réalisation et de dépenses-recettes annexé. Le bénéficiaire s'engage à informer le préfet de toute modification. Un réexamen du dossier sera alors engagé et pourra conduire à une réduction de l'aide accordée.

ARTICLE 3 – Durée et modalités d'exécution

Le bénéficiaire s'engage à réaliser 50% de l'opération (phase 1 du projet) d'ici le 31 décembre 2012 et la totalité au 31 décembre 2013.

Il s'engage également à réaliser la phase 2 avant le 31 décembre 2015 selon le planning annexé.

La présente convention prend effet à partir de sa date de signature.

Une prolongation de délais, accordée par avenant ne pourra être envisagée que pour répondre à des situations exceptionnelles résultantes de faits extérieurs au bénéficiaire et qu'aucun moyen relevant du bénéficiaire n'aurait pu anticiper ou résoudre. En tout état de cause, une telle possibilité de prorogation ne pourra être examinée que sur demande explicite du bénéficiaire déposée au plus tard avant le 30 juin 2013.

La convention sera déclarée caduque dès lors que l'opération n'aura pas fait l'objet d'un commencement déclaré et justifié par le bénéficiaire auprès du service pilote dans les 6 mois suivant la date de signature de la convention.

Les subventions concernées par la présente convention seront soldées :

- dès lors que le bénéficiaire aura déclaré et justifié l'achèvement de l'opération (phase 1 du projet) auprès du service pilote et que ce dernier aura constaté l'achèvement et procédé au versement du solde de la subvention selon les modalités précisées à l'article 4
- au 31 décembre 2013 si le bénéficiaire n'a pas déposé le dossier de demande de solde auprès du service pilote.

Ces modalités s'appliquent également à la subvention octroyée par l'arrêté préfectoral n°2011-150/DEAF du 28 octobre 2011 en se substituant à l'article 3 de cet arrêté.

ARTICLE 4 – Modalités de paiement

Le versement de la subvention se fera sur présentation d'un dossier de demande déposé par le bénéficiaire et selon les modalités suivantes :

- Une avance de 20% du montant de la subvention pourra être versée sur dépôt, par le bénéficiaire, d'une déclaration de commencement de l'opération accompagnée de justificatifs.
- Des acomptes successifs pourront être versés, au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur présentation d'un rapport d'exécution intermédiaire. Ce rapport présentera l'état de réalisation physique de l'opération, les postes de dépenses-recettes prévus et réalisées en faisant explicitement apparaître les différentes participations financières. Il sera accompagné des pièces suivantes :
 - un tableau récapitulatif de tous les engagements de dépenses relatifs à l'opération,
 - une copie de chaque commande afférente à l'opération,
 - un état des factures relatives à l'opération visé par le comptable, comportant pour chaque facture les références de la commande, le nom du fournisseur, le numéro de facture, l'objet détaillé de la facture, le montant de la facture, la date de la facture et la date de paiement,
 - une copie de chaque facture certifiées payées.
- Le cumul de l'avance et des acomptes sera au maximum égal à 79,8 % du montant des factures présentées et validées sans pouvoir dépasser 80 % du montant de la subvention.

3/5

 M.B.

- Le solde sera versé, sur présentation d'un rapport final d'exécution par le bénéficiaire, à hauteur de 79,8 % du montant total des dépenses réellement exécutées et validées et dans la limite du montant de la subvention. Ce rapport présentera l'état final de réalisation physique de l'opération et sa conformité par rapport au projet, les postes de dépenses-recettes prévues et réalisées en faisant explicitement apparaître les différentes participations financières. Il sera accompagné des mêmes pièces que pour les acomptes en y ajoutant :

- une attestation d'achèvement de l'opération,
- les dossiers des ouvrages exécutés, les procès verbaux des tests de contrôle technique nécessaires à la réception, les procès-verbaux de réception,
- l'ensemble des décomptes généraux définitifs de chacun des marchés

Le gestionnaire s'engage à fournir tout autre document (dossier marché, ...) que le service pilote serait amené à solliciter dans l'instruction des différentes demandes de versement de la subvention.

Le paiement de la subvention sera déclenché par le service pilote dès lors qu'il aura validé la demande correspondante et sous réserve de la disponibilité des crédits.

La subvention sera versée à la SIM sur le compte suivant :

BFC agence de Mamoudzou
Code banque : 18719
Code guichet : 00091
N° de compte : T0913417500 clé 43

Ces modalités de paiement s'appliquent également à la subvention octroyée par l'arrêté préfectoral n°2011-150/DEAL du 28 octobre 2011 en se substituant à l'article 2 de cet arrêté.

ARTICLE 5 - Suivi

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place, dès la signature de la présente convention un comité de suivi composé de l'Etat, de la commune de Mamoudzou, des organismes bancaires prêteurs et, au cas par cas de toute personne qualifiée dont l'expertise serait requise.

Ce comité de suivi vise notamment à :

- informer régulièrement les partenaires sur l'avancement du projet,
- détecter très en amont les situations de retard ou de blocage et décider des mesures à prendre pour y remédier,
- présenter aux partenaires, pour validation les propositions éventuelles d'adaptation du projet.

Ce comité de suivi devra être réuni en tant que de besoin et au minimum une fois tous les deux mois.

Le secrétariat de ce comité de suivi sera assuré par le bénéficiaire qui s'engage à transmettre les documents de travail aux membres du comité minimum 8 jours avant les réunions. Le dossier comprendra systématiquement et à minima les documents suivants :

- le tableau de bord de programmation physique des différentes réalisations faisant apparaître chacune des étapes, les points critiques, les délais incompressibles, les dérapages des délais...il s'agit de mettre en place un suivi type OPCU (Ordonnancement, Pilotage et Coordination du projet Urbain)
- le tableau de bord des engagements financiers, des dépenses et des recettes réalisés, comparés à l'échéancier prévisionnel de réalisation et de dépenses-recettes joint à la présente convention.

ARTICLE 6 – Contrôle

Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de sa comptabilité, sollicité par le service rapporteur ou le service pilote de l'Etat, par toute autorité commissionnée, par le préfet ou par les corps d'inspection et de contrôle nationaux

ou communautaires. Il s'engage à présenter tout document que les agents du contrôle seraient amenés à solliciter et notamment les pièces établissant la régularité et l'éligibilité des dépenses.

Le bénéficiaire s'engage à conserver les pièces du projet au minimum jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles soit jusqu'en 2023.

ARTICLE 7 – Reversement et résiliation

En cas de non-respect par le bénéficiaire de la présente convention et en particulier, de la non-réalisation totale ou partielle du projet (phase 1 et phase 2) dans les délais prévus, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles, le préfet décidera de mettre fin à la convention et exigera le reversement partiel ou total des sommes déjà versées.

Le bénéficiaire s'engage à demander officiellement la résiliation de la convention dans le cas où le projet serait abandonné. Le cas échéant, le reversement des sommes déjà versées sera exigé.

Le bénéficiaire s'engage, le cas échéant à procéder au paiement des sommes dues, dans le mois qui suit la réception de tout titre de perception pour reversement.

Dans le cas où, dans les 5 ans suivant la réalisation du projet, celui-ci connaîtrait une modification importante affectant sa nature ou ses conditions de mise en œuvre ou procurant un avantage indu au bénéficiaire ou à un tiers et résultant soit d'un changement d'affectation sans autorisation ou d'un changement dans la propriété de l'objet de la subvention le préfet exigerait le reversement partiel ou total des sommes versées.

ARTICLE 8 – Signalétique

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le concours financier de l'Etat sur toute la signalétique, panneaux, documents, publicités,... relatifs au projet en y faisant notamment figurer le montant de la participation de l'Etat, son logo et l'indication « plan de relance 2012 ».

ARTICLE 9 – Litiges

Les litiges survenant dans l'application de la présente convention pourront être portés par le bénéficiaire sous forme de recours gracieux auprès de M. le Préfet de Mayotte ou devant la juridiction compétente qui est le Tribunal Administratif de Mamoudzou.

Fait à Mamoudzou le 18 JUIL 2012

Le maire de Mamoudzou


Abdourahmane SOULIHI

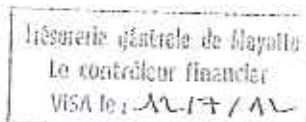
Le Directeur Général de la SIM


Mahamoudou AZILIARY

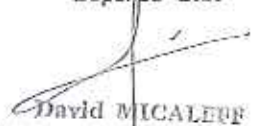
Le Préfet de Mayotte


Thomas DEGOS

Le Trésorier Payeur Général


Trésorerie Générale de Mayotte
Le contrôleur financier
VISA le 12/17/12

Le responsable du service
Contrôle financier et
Dépense - Etat


David MICALEFF
Inspecteur des Finances Publiques

ANNEXE 1 : plan du projet

Aménagement de la ZAC du Soleil Levant – HAMAHA à Mamoudzou



ANNEXE 2 : description technique et financière

Aménagement de la ZAC du Soleil Levant – HAMAHA à Mamoudzou

Description du projet :

La commune de Mamoudzou a engagé la réalisation d'une opération d'aménagement au nord de Mamoudzou dans la zone de Hamaha. Il s'agit d'une opération destinée à un programme de constructions mixtes (logements, commerces, activités) et à des équipements publics. Elle couvre 12 ha d'un site non occupé et non aménagé dont seulement une partie est propriété communale.

L'outil ZAC étant le mieux adapté pour mener cette opération, la commune a créé la ZAC de HAMAHA par délibération du 26 février 2008. Le projet a été déclaré d'utilité publique par arrêtés préfectoraux du 26 février 2010 et du 10 mai 2010.

Le programme prévisionnel porte sur la viabilisation de la zone pour permettre d'accueillir :

- 412 logements dont 171 en locatif social et 77 en accession sociale à la propriété,
- 9 800 m2 de surface de bureaux, commerces et services,
- un groupe scolaire, une mosquée, un plateau sportif et une maison de quartier.

Modalités de réalisation :

La réalisation de ce projet a été confiée, par la commune de Mamoudzou à la SIM par le biais d'un contrat de concession d'aménagement signé le 4 avril 2011.

Les travaux se dérouleront sur la période 2012-2015, avec deux phases :

- une phase 1, de 2012 à 2013 qui concernera les études techniques, la réalisation des travaux de viabilisation primaire hors les ultimes travaux de finition et les acquisitions foncières.
- une phase 2, de 2014 à 2015 qui concernera la réalisation des travaux de viabilisation secondaire et tertiaire.

Les études se dérouleront en 2012 avec un début des travaux fin 2012.

Coût du projet :

Le coût total de l'opération est de 17 731 386 € ventilé par phase de la façon suivante :

- phase 1 : 10 370 891 €
- phase 2 : 7 360 495 €

Ces coûts et le planning des dépenses sont détaillés dans l'échéancier prévisionnel de réalisation et de dépenses-recettes joint en annexe.

Modalités de financement :

La participation de l'Etat ne concerne que la phase 1 selon le plan de financement suivant :

Aide de l'aide de l'Etat au titre du plan de relance 2012	8 276 451 €
Aide de l'ADEM	47 040 €
Vente des parcelles de terrain	2 000 000 €
Avance trésorerie	48 400 €
Total	10 370 891 €

Le coût de la phase 2 sera couvert par la vente des parcelles de terrain viabilisé

L'échéancier des prévisions de recettes est détaillé dans l'échéancier prévisionnel de réalisation et de dépenses-recettes joint en annexe.

157

11/11

Aménagement de la ZAC du Soleil Levant – HAMAMA à Mamoudzou

Recettes prévisionnelles			Echéancier prévisionnel des recettes						
I	Cessions foncières aux constructeurs	8 321 134 €	0 €	2 000 000 €	2 000 000 €	4 458 482 €	2 852 873 €	7 321 135 €	8 321 135 €
II	Cessions foncières pour les équipements publics	75 000 €	0 €	0 €	0 €	75 000 €	0 €	75 000 €	75 000 €
III	Participations publiques	8 335 252 €	4 248 368 €	4 074 122 €	8 323 491 €	11 760 €	0 €	11 760 €	8 335 251 €
	Solventiel Etat Plan de Redresse	8 276 452 €	4 202 223 €	4 074 122 €	8 276 451 €	0 €	0 €	0 €	8 276 451 €
	Solventiel ADEME AEP	58 800 €	47 040 €	0 €	47 040 €	11 760 €	0 €	11 760 €	58 800 €
TOTAL des RECETTES		17 731 386 €	4 248 368 €	8 074 122 €	10 323 491 €	4 545 222 €	2 852 873 €	7 407 385 €	17 731 388 €

Mamoudzou, le 25 juillet 2012

DEPARTEMENT AMENAGEMENT OPERATIONNEL

Nos Réf. : DAO/PhP/FS N°12/

Opération : ZAC du Soleil Levant

Objet : Acquisitions foncières terrains du
Conseil Général

Affaire suivie par : Faiz SUBRA
Tél : 0269 61 03 89 – 0639 69 92 23
Courriel : faiz.subra@sim-mayotte.fr

**Monsieur le Président du
Conseil Général de Mayotte**

Direction des Affaires Foncières et du
Patrimoine
8 rue de l'hôpital - BP 101
97600 MAMOUZOU

A l'attention de M. Abdoulkarim Soulaïmana

Monsieur le Président du Conseil Général,

Dans le cadre du contrat de concession d'aménagement de la ZAC Hamaha, dite du Soleil Levant, liant la SIM à la Ville de Mamoudzou, et suite à l'actualisation de l'estimation foncière de France Domaines en date du 27 juin 2012, nous souhaitons procéder à l'acquisition des parcelles propriétés du Conseil Général inscrites dans le périmètre de la ZAC.

L'opération de ZAC étant une opération inscrite au plan de relance 2012, nous souhaitons acquérir l'ensemble des parcelles dès le mois de septembre 2012, notre objectif étant de démarrer les travaux au plus tard avant la fin de l'année 2012. C'est pourquoi nous vous serions gré d'enclencher dès le mois d'août le processus de rédaction des actes administratifs nécessaires à cette cession.

A toutes fins utiles vous trouverez ci-joint en annexes au présent courrier : le plan du parcellaire actuel, le plan de repérage des aléas forts et le plan issu de l'avant-projet rendu par notre bureau d'études au mois de juillet 2012.

De plus l'état parcellaire effectué inclut le titre 1146. Ce titre ressort à ce jour comme étant la propriété de M. Ambdjad Ben Saïd Omar. Suite à plusieurs réunions de travail avec vos services, il est connu que cette parcelle est en fait propriété du Conseil Général.

En effet il semble qu'un versement de fonds a bien été effectué à l'époque par la Collectivité Départementale au profit du propriétaire (le dossier est enregistré aux services fiscaux sous la référence N°80/1995).

Cependant l'acte n'aurait pas fait l'objet d'une publication en bonne et due forme à la conservation des hypothèques. Vos services doivent nous fournir la confirmation de ces informations dans les prochains jours.

Afin de ne pas retarder le projet, il est souhaitable de régulariser cette situation dans les meilleurs délais pour que nous puissions aussi procéder à l'acquisition de cette parcelle auprès du Conseil Général.

Au cas les travaux d'aménagement démarreraient avant la régularisation administrative du titre 1146 et la cession par le Conseil général à la SIM, nous vous sollicitons également pour l'obtention d'une autorisation de passage sur ce terrain.

SIÈGE SOCIAL
Place Mariage - B.P.91 - 97600 MAMOUZOU
Tél. 0269 61 11 13 - Fax 0269 61 14 95
Email sim@sim-mayotte.com
Pages SIM Internet : <http://www.sim-mayotte.com>

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE au capital de 7 500 000e-RCS MAMOUZOU 77B340-SIREN : 094 130 101-00010-APE:6831 2

Vous trouverez dans le tableau des acquisitions ci-après, les parcelles du Conseil Général concernées par le projet, l'estimation que France Domaines a effectuée et le montant global de ces acquisitions :

N° titre	Référence cadastrale	N° Lot	Surface en m ²	Zonage PLU	Surfaces zones à risques en m ²	Surfaces hors zones à risque en m ²	Prix/m ² zones à risques	Prix/m ² hors zones à risques	Montant acquisition	Propriétaire
T.2741	AE n°14	3	55 489	AUp1	12 917	42 572	5 €	30 €	1 341 745 €	Département de Mayotte
T.2740	AE n°15	4	3 776	AUp1	11	3 765	5 €	30 €	113 005 €	Département de Mayotte
T.1146	AH n°121	9	8 806	AUp1		8 806		30 €	264 180 €	M AMBDJAD BEN SAID OMAR
Terrain Domanial	Non cadastré	10	25	AUp1		25		30 €	750 €	Département de Mayotte
Terrain Domanial	Non cadastré	11	1 250	AUp1		1 250		30 €	37 500 €	Département de Mayotte

TOTAL	69 346		12 928	56 418			1 757 180 €
--------------	---------------	--	---------------	---------------	--	--	--------------------

L'estimation fait la distinction, entre les zones d'aléas forts qui sont non constructibles, et les autres zones qui sont elles constructibles.

Les zones non constructibles sont estimées à 5 €/m², pour une surface totale de 12 928 m², soit 64 640 €, tandis que les zones constructibles sont estimées à 30 €/m², pour une surface totale de 56 418 m², soit 1 692 540 €.

Le montant total à verser pour l'acquisition des parcelles de la collectivité est estimé à **1 757 180 € (un million sept cent cinquante sept mille cent quatre-vingts euros)**.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire afin d'avancer dans cette cession.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées


 Le Directeur Général
 Mahamoudou AZIHARY

Pièces jointes

- Estimation de France Domaines en date du 27 juin 2012
- Plan foncier du périmètre
- Plan d'aménagement de la ZAC
- Plan de repérage des aléas forts (risques)

SIÈGE SOCIAL

Place Mariage - B.P. 91 - 97600 MAMOUDZOU
 Tél. 0269 61 11 13 - Fax 0269 61 14 95
 Email sim@sim-mayotte.com
 Pages SIM Internet : <http://www.sim-mayotte.com>

SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE au capital de 7 500 000€-RCS MAMOUDZOU 778340-SIREN : 094 130 101-00010-APE:6831 Z

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1020/2013/CG

Relative à l'attribution d'une aide financière pour l'organisation du Mahoraid SFR 2012

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaidou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSOUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2013-001020 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'annuler la délibération n°793/2012/CP du 10 mai 2012.

Article 2 : d'octroyer une aide financière de **5 000 €** à l'association ILOP SPORT au titre de l'organisation du Mahoraid SFR 2012.



Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI
Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1021/2013/CG

Relative portant modification de la délibération n° 850/2012/CG en date du 12 juillet 2012

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSOUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-001021 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : de modifier la délibération n° 850/2012/ CG du 12 juillet 2012.

Article 2 : d'octroyer une subvention de **10 265.00€** à l'Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré (USEP).



Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI




DIRECTION GENERALE

Rue de l'Hôpital BP 04

97600 MAMOUDZOU

directionchm@yahoo.fr

CONVENTION DE PRISE EN CHARGE DES DECHETS A RISQUES INFECTIEUX SUR L'ÎLE DE MAYOTTE

Entre Le Centre Hospitalier de Mayotte, rue de l'Hôpital, BP 04- 97600 MAMOUDZOU
Représenté par son Directeur,
Ci-après dénommé : le « CHM »

Et
Le Conseil Général de Mayotte, 2 rue de l'hôpital BP 101- 97600 MAMOUDZOU
Représenté par son Président Daniel ZAIDANI,
Ci-après dénommé : le « Conventionné »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule :

Le Centre hospitalier de Mayotte a souhaité se mettre en conformité avec la législation en vigueur dans le domaine de la collecte et du traitement des déchets de soins à risques infectieux. Pour cela, un incinérateur de déchets à risques infectieux de type « ECODAS » est mis en exploitation sur le site d'HAMAHA à compter du 3 juillet 2008.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir l'organisation et les modalités de participation financière, techniques et logistiques mis en place par le CHM dans le cadre du traitement des déchets d'activité de soins du Conventionné conformément à la législation applicable.

Article 2 : Obligations respectives

Pour l'exécution de la présente convention, le CHM s'engage à mettre à disposition des cocontractants des contenants destinés à recueillir ce type de déchets sur chaque lieu d'exercice.

Le coût des contenants mis à disposition est intégré au prix forfaitaire opposable tel que défini dans l'article 3 ci-dessous, sur la base du prix appliqué par le prestataire au titre de son marché de collecte et d'exploitation des DASRI pour le CHM.

Le type de contenant mis à disposition est fonction des quantités collectées. Toute demande complémentaire de contenants motivée pour des raisons de confort est facturée en sus au prix unitaire.

Le Conventionné s'engage à respecter les modalités de tri des déchets (déchets de soins, ordures ménagères ...).

Les moyens décrits seront mis en place par le CHM à compter de la signature de la convention.

Article 3 : Dispositions financières

Le prix opposable sera basé sur un prix forfaitaire, et se portera à 2.95 € HT à compter du 1^{er} janvier 2012. Ce tarif est évalué au regard du coût de collecte et de traitement du marché en cours d'exécution entre le CHM et le prestataire, et de la quantité moyenne de déchets à risques infectieux produite par le bénéficiaire de cette convention. Il est également fonction de la quantité moyenne de contenants mis à disposition.

Il se décompose de la manière suivante :

- Coût de la collecte et du traitement au kg : 2,35 €
 - Coût de la mise à disposition de contenants au kg : 0.6 €
- TOTAL au kg = 2.95 €

Le prix est ferme la première année. Il est actualisable chaque année, sur les bases de la formule retenue dans le marché liant le CHM au prestataire.

Le CHM fera connaître au cocontractant les modalités et conditions d'actualisation ainsi que la date d'application du nouveau tarif.

Article 4 : Modalités de paiement

Le Conventionné s'engage à régler la prestation sur émission d'un titre de recettes à l'ordre de Monsieur le Trésorier Municipal du CHM.

Article 5 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour l'année calendaire.

Elle est reconductible trois fois par tacite reconduction sur simple avis signé d'actualisation des prix.

Article 6 : Modalités de résiliation aux torts du prestataire

6.1 – Résiliation simple

A tout moment, le cocontractant du CHM peut mettre fin à la présente convention avec un préavis minimal d'un mois, dans le cadre notamment d'une fin d'activité ou d'un départ du territoire par simple courrier déclaratif.

Un dysfonctionnement ou une insatisfaction dans l'exécution de la prestation, imputable au prestataire, peut également motiver le souhait de résiliation du cocontractant. Dans ce cas, la responsabilité du



CHM ne peut être recherchée, et cette demande de résiliation ainsi motivée doit être adressée au CHM avec un préavis d'un mois.

Le CHM attire néanmoins l'attention des cocontractants sur ce type de résiliation, qui implique pour le cocontractant-producteur, la sortie de la seule filière réglementaire d'élimination des DASRI.

6.2 – Résiliation aux torts du cocontractant

En cas de non paiement des sommes dues par le cocontractant, le CHM peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation de la convention. Cette décision n'interrompt pas les mesures et poursuites engagées pour parvenir au recouvrement des sommes dues.

Article 7 : Modalités de contrôle et de résiliation aux torts du cocontractant

Le contrôle du tri sera effectué par le prestataire conformément à la réglementation. Tout dysfonctionnement ou non respect des consignes de tri émises par la cellule hygiène sera communiqué au CHM qui pourra, le cas échéant, résilier la convention. Celle-ci sera notifiée au cocontractant par lettre recommandée et prendra effet dès sa réception.

Article 8 : Modalités de collecte et d'entreposage

Les modalités de collecte, d'entreposage, la fréquence du ramassage sont contractualisées directement entre le CHM et le prestataire. Celui-ci s'engage à respecter les délais réglementaires opposables. Le délai de collecte est déterminé en fonction des quantités produites.

L'état des quantités collectées est adressé trimestriellement aux cocontractants producteurs.

Toute anomalie ou inexactitude relevée par le cocontractant doit être signalée au CHM qui mettra tout en œuvre pour rétablir le fonctionnement correct avec le prestataire.

Article 9 : Voies de recours

En cas de litige, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Mamoudzou à Mayotte.

Fait à Mamoudzou le 2013

Le Président du Conseil Général


Daniel ZAIDANI



Le Directeur du CHM



DELIBERATION N°1022/2013/CG

Relative à la signature d'un accord de partenariat tripartite entre le Département de Mayotte (France), la Région Picardie (France) et la Région Diana (Madagascar)

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 18

MM. Soiderdine MADI TCHAMA, Saïd SALIME, Daniel ZAÏDANI, Assani ALI, Ali MOUSSA, Issihaka ABDILLAH, Jacques Martial HENRY, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ousséni MIRHANE, Nomani OUSSENI, Ben Issa OUSSENI, Issoufi HAMADA, Camille ABDULLAHI, Zaïdou TAVANDAY, Saïd AHAMADI, Ali BACAR, Rastami ABDYOU et Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 1

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à Sarah MOUHOUSSEUNE

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°715/2012/CG du 09 mai 2012, relative au budget primitif 2012 ;
- Vu** la loi d'orientation n°92-125 du 06 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (Extrait – Titre IV-art. 131 à 135-De la coopération décentralisée ;
- Vu** la loi n° 2007-147 du 02 février relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi « Thiollière » ;
- Vu** la convention cadre de coopération décentralisée entre le Département de Mayotte et la Région Diana (Madagascar) en date du 07 novembre 2008 ;
- Vu** l'accord-cadre 2012-2016 de coopération décentralisée entre la Région Picardie et la Région Diana (Madagascar) en date du 16 novembre 2012 ;
- Vu** le projet d'accord de partenariat tripartite entre le Département de Mayotte (France), la Région Picardie (France) et la région Diana (Madagascar) ci-annexé ;
- Vu** le rapport n°2013-001022 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 22 janvier 2013

Considérant que :

- Le projet présenté consiste à améliorer la qualité de la coopération décentralisée des Collectivités françaises développant des actions à la Diana (Madagascar),
- L'accord de partenariat tripartite présenté n'engage pas de finance supplémentaire au Département de Mayotte mais vise plutôt à mutualiser les ressources humaines et financières des deux collectivités françaises autour des projets partagés.

Après en avoir délibéré : 18 voix pour – 1 abstention (Zaïdou TAVANDAY)

DECIDE

Article unique : D'autoriser le Président du Conseil Général à signer l'accord de partenariat tripartite entre le **Conseil Général de Mayotte** (France), la **Région Picardie** (France) et la **Région Diana** (Madagascar)

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Direction de la Coopération Régionale
Décentralisée et Représentation Extérieure



Mamoudzou le, 11 JAN 2013

SEANCE PLENIERE

Du 25 janvier 2013

Rapport n°2013-1022 de monsieur le Président

Relatif à la signature d'un accord de partenariat tripartite entre le Département de Mayotte, la Région Picardie et la Région Diana

Dans le cadre de la coopération décentralisée, le Conseil Général de Mayotte a contracté une convention cadre avec la Région Diana le 07 novembre 2008. De plus, conformément à la délibération n° 686/2012/CG relative à la signature d'une charte de coopération régionale Etat/Département de Mayotte pour les années 2011-2015, le Conseil Général s'est clairement positionné à coopérer avec des collectivités étrangères du sud-ouest de l'Océan Indien en particulier les collectivités malgaches, comoriennes, mozambicaines, mauriciennes et seychelloises.

De même, un accord-cadre 2012-2016 de coopération décentralisée a été contracté entre la Région Picardie (France) et la Région Diana (Madagascar) le 12 novembre 2012.

Ainsi, le Département de Mayotte et la Région Picardie ont choisi de développer des coopérations décentralisées avec la Région Diana (Madagascar). Dans le cadre de ces actions, les deux collectivités françaises ont également été amenées à développer des relations avec des acteurs du territoire de cette collectivité malgache tels que les centres de formation, les établissements d'enseignement supérieur etc. ...

Il convient toutefois de noter qu'aucune démarche de concertation et de coordination n'a pour l'heure été mise en œuvre. Et, l'absence de cette coordination favorise les doublons dans les projets. Plus précisément, à défaut de se concerter, il arrive que les deux collectivités françaises exerçant à la Diana, financent le même projet sans avoir une lecture globale du montage financier dudit projet.

De ce fait, dans le souci d'une part d'une meilleure cohérence des activités mises en œuvre et d'une plus grande lisibilité de l'action de la France en Diana, et dans le respect d'autre part des recommandations du Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes exprimées lors des dernières assises de la coopération décentralisée franco-malgache, le Département de Mayotte, la Région Picardie et la Région Diana ont décidé de travailler ensemble, en complémentarité.

En ce sens, dans l'objectif de fixer, entre les trois collectivités signataires, les modalités d'échange, de concertation et de mutualisation de leurs moyens d'action, il a été convenu de procéder à la signature d'un accord de partenariat tripartite. Ce document, ne se substitue en aucune manière aux conventions cadres bilatérales antérieurement contractées entre la région Diana et chacune des deux collectivités françaises.

De plus, il est également utile de préciser que ce document n'engage aucune ressource financière de plus au Département de Mayotte. Il répond plutôt aux objectifs organisationnels suivants :

- Eviter la dispersion des moyens et des efforts,
- Favoriser la cohérence des démarches et des actions mises en œuvre,
- Fédérer les efforts et compétences autour de projets partagés,
- Rendre plus lisible les actions respectives et partagées

Je vous propose de statuer sur ce projet de signature d'accord de partenariat tripartite et de bien vouloir en délibérer

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1026/2013/CG

Relative à la convention de partenariat entre le Conseil Général et le Centre Hospitalier de Mayotte pour la prise en charge des déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) du département de Mayotte

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH

M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-001026 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 23 janvier 2013,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'approuver tel qu'il lui est soumis, le projet de convention de partenariat entre le Conseil Général et le Centre hospitalier de Mayotte pour la prise en charge des déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI) du département de Mayotte

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Général à signer la convention visée au premier article de la présente délibération.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1027/2013/CG

**Relative à l'attribution de subventions aux associations
intervenant dans le domaine social et médico-social au titre de l'année 2013**

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** le code de la santé publique ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2013-001027 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 23 janvier 2013

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'attribuer des subventions pour l'exercice 2013 aux associations suivantes conformément à la répartition ci-après :

(Signature)

Handicap et santé de la femme

Partenariat obligatoire et partenariat complémentaire	Nom de l'association	Budget prévisionnel général	Subvention		Objet de la demande
			demandée	accordée	
	Association Européenne de Formation et d'Assistance Médicales de Proximité (ASSEFAMP)	15 050 €	15 050 €	15 000 €	Financement d'actions sanitaires et sociales : « journées scientifiques pour la promotion de la santé de la femme »
	Les Enfants de la Lune	421 170€	20 000€	14 000€	Prise en charge d'une partie du fonctionnement de la structure pour assurer l'accueil des enfants, adolescents et adultes atteints de la maladie du Xéoderma Pigmentosum.
	TOTAL	436 220 €	35 050 €	29 000 €	

Article 2 : la présentation des pièces justificatives réglementaires devra être effectuée, en tout état de cause, lorsque le programme des actions aura été réalisé.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

 Daniel ZAÏDANI
 Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL
Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1028/2013/CG

Relative à la programmation des opérations de voirie rurales éligibles au Contrat de Projet
Etat/Mayotte 2013

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

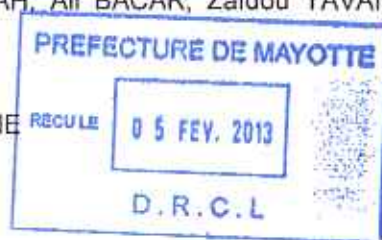
Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-001028 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et du développement économique du 21 janvier 2013

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'autoriser l'affectation des crédits du Contrat de Projet Etat/Mayotte 2013 pour la voirie rurale à hauteur de 2 000 000€ sur les opérations indiquées dans le tableau ci-dessous :

Libellé de l'opération	Nature des prestations	Coût prévisionnel	Part Etat (100%)	Part Conseil Général (0 %)
Création de la Piste rurale Mtsamboro- Bandrani	Travaux	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	0
Réhabilitation de la piste rurale Mavingoni	Etudes- Maîtrise d'œuvre	120 000,00 €	120 000,00 €	0
Réhabilitation de la piste rurale Dzoumogné retenu collinaire- Bandrani-Mapouera	Etudes- Maîtrise d'œuvre	130 000,00 €	130 000,00 €	0
Réhabilitation de la piste de Dembeni-Mavingoni	Etudes	100 000.00€	100 000,00 €	0
Création de la piste de Ouangani Sud	Etudes	150 000.00€	150 000,00 €	0

Les crédits seront prioritairement utilisés pour la réalisation des travaux de création de la piste Mtsamboro-Bandrani (Canton de M'Tsamboro).

- Article 2 :** d'imputer les dépenses correspondantes sur les chapitres concernés du budget 2013 du Conseil Général de Mayotte.
- Article 3 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL
Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1029/2013/CG

Relative à l'évolution de carrières des agents du Département

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 15

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 2

MM. Saïd Omar OILI et Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu le rapport n°2013-0001029 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 23 janvier 2013,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

- Article 1 : de supprimer 43 postes budgétaires, conformément à l'annexe I.
- Article 2 : de créer 43 postes budgétaires répondant aux besoins de promotion ou d'avancement de grade de certains fonctionnaires territoriaux du Conseil Général de Mayotte, conformément à l'annexe II.
- Article 3 : de prévoir l'incidence budgétaire estimée à 144 816€ annuel au chapitre 012 du budget du Conseil Général de Mayotte, au titre de l'exercice 2013.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

Annexe I : ESTIMATION DE POSTES BUDGETAIRES (SUPPRESSION)

NBRE	Objet	SUPPRESSION POSTES	Affectation	Filière	Catégorie	GRADE	IB	Coût/an
1	SUPPRESSION	Chef de service	Dir. Affaires Foncières	technique	A	ingénieur	379 à 750	44 194 €
1	SUPPRESSION	DGAS	DGAS solidarités	technique	A	ingénieur principal	541 à 966	83 758 €
1	SUPPRESSION	Directeur	Dir. Finances	administrative	A	attaché principal	504 à 966	67 284 €
1	SUPPRESSION	Directeur adjoint	Dir. Finances	administrative	A	attaché	379 à 801	51 711 €
1	SUPPRESSION	Animateur	Dir. Environnement	animation	B	animateur	325 à 576	34 393 €
1	SUPPRESSION	Chef de service	DGAS solidarités	médico-sociale	B	assistant socio-éducatif	322 à 593	35 967 €
1	SUPPRESSION	Directrice	Dir. Port de Mayotte	médico-sociale	B	assistant socio-éducatif	323 à 593	35 967 €
1	SUPPRESSION	Directrice	Dir. Jeunesse et Sports	administrative	B	rédacteur	325 à 576	34 393 €
1	SUPPRESSION		Dir. Environnement	administrative	B	rédacteur P1°CL	404 à 675	39 889 €
1	SUPPRESSION	Chargée de mission	Délégation de Mayotte à la Réunion	administrative	B	rédacteur P2°CL	350 à 614	35 878 €
1	SUPPRESSION	Moniteur éducateur	DGAS solidarités	médico-sociale	B	moniteur éducateur	285 à 544	32 547 €
1	SUPPRESSION	Directeur	Dir. Coopération Régionale	médico-sociale	B	assistant socio-éducatif	323 à 593	35 862 €
1	SUPPRESSION	Chef de service	DGAS solidarités	médico-sociale	B	assistant socio-éducatif	323 à 593	35 862 €
1	SUPPRESSION	Référent UAS	DGAS solidarités	médico-sociale	B	assistant socio-éducatif	323 à 593	35 862 €
1	SUPPRESSION	Référent UAS	DGAS solidarités	médico-sociale	B	assistant socio-éducatif	323 à 593	35 862 €
1	SUPPRESSION	Conseiller sportif	Dir. Jeunesse et Sports	sportive	B	éducateur APS P2°CL	350 à 614	39 845 €
1	SUPPRESSION	Formateur	MAD vice-rectorat	administrative	B	rédacteur	325 à 576	34 388 €
1	SUPPRESSION	Éducateur sportif	Dir. Jeunesse et Sports	administrative	B	rédacteur	325 à 576	34 388 €
1	SUPPRESSION	Assistante RH	Dir. Ressources Humaines	administrative	B	rédacteur	325 à 576	34 388 €
1	SUPPRESSION		Dir. Ressources Humaines	administrative	B	rédacteur	325 à 576	34 388 €
1	SUPPRESSION	Secrétaire	Dir. Archives Départementales	administrative	B	rédacteur	325 à 576	34 388 €
1	SUPPRESSION	Chef de service	DGAS solidarités	administrative	B	rédacteur	325 à 576	34 388 €
1	SUPPRESSION	Chef de service	Dir. Logistique et Moyens	technique	B	technicien P2°CL	350 à 614	34 658 €
1	SUPPRESSION	Technicien agricole	Dir. Agric. Ressources Terrestres et Maritimes	technique	B	technicien P2°CL	350 à 614	34 658 €
1	SUPPRESSION	Adjoint chef de service	Dir. Agric. Ressources Terrestres et Maritimes	technique	B	technicien P2°CL	350 à 614	34 658 €
1	SUPPRESSION		LAVD	technique	B	technicien P2°CL	350 à 614	34 658 €
1	SUPPRESSION	Formateur	MAD vice-rectorat	technique	B	technicien P2°CL	350 à 614	34 658 €
1	SUPPRESSION	Formateur	MAD vice-rectorat	technique	B	technicien P2°CL	350 à 614	34 658 €
1	SUPPRESSION	Formateur	MAD vice-rectorat	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Chef de service	Dir. Logistique et Moyens	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Chef de service	Dir. Logistique et Moyens	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Référent insertion professionnel	MAD GSMA	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Coordinateur	Dir. Environnement	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Responsable de brigade	Dir. Environnement	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Adjoint chef de service	DSIC	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Référent unique	Mission RSA	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Technicien de laboratoire	LAVD	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Assistant technique	STM	technique	B	technicien	325 à 576	33 174 €
1	SUPPRESSION	Conseiller sportif	Dir. Jeunesse et Sports	sportive	B	éducateur APS P2°CL	350 à 614	39 845 €
1	SUPPRESSION	Chargé de mission	Dir. Coopération Régionale	administrative	C	adj. Admn. 2°CL	297 à 388	27 843 €
1	SUPPRESSION		Justice Musulmane	administrative	C	adj. Admn. 2°CL	297 à 388	27 843 €
1	SUPPRESSION	Assistante RH	Dir. Ressources Humaines	administrative	C	adj. Admn. 1°CL	298 à 413	28 423 €
1	SUPPRESSION		Dir. Finances	administrative	C	adj. Admn. 1°CL	298 à 413	28 423 €

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1030/2013/CG

Relative à l'élection des membres d'un jury permanent des marchés de maîtrise d'œuvre à
procédure formalisée (à l'exception des concours de maîtrise d'œuvre)

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 15

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA,
Soïderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI
DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 2

MM. Saïd Omar OILI et Abdou RASTAMI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 3211-1 ;
Vu le Code des Marchés Publics ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité
de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-001030 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 23 janvier 2013.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article unique : d'élire à la représentation proportionnelle au plus fort reste dans le cadre des jurys de maîtrise
d'œuvre (à l'exception des concours) les membres titulaires et suppléants suivants :

Membres titulaires : Daniel ZAÏDANI
Ousséni MIRHANE
Ali MOUSSA
Issihaka ABDILLAH
Ali BACAR

Membres suppléants : Issoufi HAMADA
Jacques Martial HENRY
Soïderdine MADI TCHAMA
Zaïdou TAVANDAY
Camille ABDULLAHI

Président du jury : Monsieur le Président du Conseil général ou son représentant

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général
Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1031/2013/CG

Relatif à la prise en charge de frais de déplacements d'élus du Conseil Général hors de Mayotte

LE CONSEIL GENERAL présidé par **M. Daniel ZAÏDANI**,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : **19**

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques MARTIAL HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Rastami ABDOU, Ben Issa Ousseni, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSANI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, zaïdou TAVANDAY

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSOUNE a donné pouvoir à **M. Issihaka ABDILLAH**
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à **M. Ali BACAR**

Conseillers généraux absents : 1

M. Saïd Omar OILI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 3211-1 ;
Vu le Code des Marchés Publics ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-001031 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;



Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'envoi en mission en Europe et dans des pays de la région océan indien des conseillers généraux ci-après et de prendre en charge en conséquence leurs frais de déplacements y afférents :

NOM DE L'ELU	DATES DE LA MISSION	LIEU DE LA MISSION	INTITULE DE LA MISSION
- Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du CG - Monsieur Saïd HAMADI, 3 ^{ème} VP, CG de Koungou	Du 30 janvier au 04 février 2013	Bruxelles, Paris	Inauguration de l'antenne des RUP françaises à Bruxelles, réunions avec Euroagency à Paris

<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du CG - Monsieur Ali MOUSSA, CG de Chirongui - Monsieur Nomani OUSSENI, CG de Sada - Monsieur Ben Issa OUSSENI, CG de M'tsangamouji 	Du 02 au 09 février 2013	Tananarive	Opérationnalité des échanges économiques entre Tananarive et Mayotte suite au carrefour des entrepreneurs de décembre 2012
Monsieur Saïd AHAMADI, 3 ^{ème} VP, CG de Koungou	du 07 au 16 février 2013	Seychelles	Amorce officielle des discussions dans le cadre de la coopération régionale entre Mayotte et les Seychelles
Monsieur Soiderdine MADI TCHAMA, 5 ^{ème} vice-président, CG Acoua	Du 07 février au 10 février Du 14 février au 17 février	Moroni Zanzibar	Participation au festival « SAUTI ZA BUSARA »
<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Ben Issa OUSSENI, CG de M'tsangamouji - Monsieur Nomani OUSSENI, CG de Sada - Monsieur Ali MOUSSA, CG de Chirongui 	Du 21 au 25 février 2013	Métropole, Clermont Ferrand	Colloque des lycéens et étudiants mahorais sur l'insertion professionnelle des mahorais en métropole
<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Saïd SALIME, CG Chiconi - Monsieur Issoufi HAMADA, 4^{ème} vice-président, CG Tsingoni 	Du 23 février au 03 mars 2013	Paris	Participation au salon de l'agriculture
<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du CG - Monsieur Issoufi HAMADA, 4^{ème} VP, CG de Tsingoni - Monsieur Ousseni MIRHANE, CG de Boueni 	Février 2013	Paris	Réunion de travail avec le Ministère des Outre-mer sur la convention de redressement
<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Ali BACAR, CG de M'tsamboro - M. Camille ABDULLAHI, CG Bandrélé - M. Saïd Omar OILI, CG Dzaoudzi-Labattoir - Mme Sarah MOUHOUSSEUNE, CG Dembéné 	Du 01 au 10 mars 2013	Paris	Formation à l'IEPP
<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Jacques Martial HENRY, CG de Mamoudzou III - Monsieur Nomani OUSSENI, CG de SADA 	Du 03 au 23 mars 2013	La Réunion	Mission d'étude sur l'action sociale et la santé au Conseil général de la Réunion, mise en place d'un groupe de travail sur les questions sociales en partenariat avec le département de la Réunion
<ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Ben Issa OUSSENI, CG de M'tsangamouji - Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du CG - Monsieur Ali MOUSSA, CG de Chirongui 	Du 16 au 27 mars 2013	Diego et Sava	Opérationnalité des échanges économiques entre les Régions Diana, Sava et Mayotte suite au carrefour des entrepreneurs de décembre 2012 et à la signature des conventions de coopération entre Mayotte et les deux régions
Monsieur Ousseni MIRHANE, CG de Boueni	Du 04 au 10 mars 2013 Du 01 au 07 avril 2013	Paris	Formation à l'IEPP (Institut Européen des Politiques Publiques)

- Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du CG - Monsieur Jacques Martial HENRY, CG de Mamoudzou III -Monsieur Assani ALI, CG de Mamoudzou - Monsieur Issoufi HAMADA, 4 ^{ème} VP, CG de Tsingoni - M. Saïd AHAMADI, 3 ^{ème} vice-président, CG de Koungou	Du 14 au 20 mai 2013	Nosy Be	Festival Donia
Monsieur Said AHAMADI, 3 ^{ème} VP, CG de Koungou	Du 23 au 28 septembre 2013	France, Bretagne	41 ^{ème} assemblée générale de la CRPM (Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe) et 40 ^{ème} anniversaire

MISSIONS ANNULEES

NOM DE L'ELU	DATES DE LA MISSION et de la délibération	LIEU DE LA MISSION	INTITULE DE LA MISSION
Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du CG	Du 07 au 10 janvier 2013 délibération 986/2012/CG du 26 novembre 2012	Paris	Réunion des présidents de l'Association des Régions de France
Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du CG Monsieur Ousseni MIRHANE, CG de Boueni	Du 5 au 07 décembre 2012 délibération 986/2012/CG du 26 novembre 2012	La Réunion	Rencontre avec le Président de la chambre régionale des comptes
	Du 13 au 15 décembre 2012 délibération 986/2012/CG du 26 novembre 2012		Réunion sur la ligne de crédit avec la CRCAMR

Article 2 : de prélever le montant des dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre 011, compte 6251 du budget 2013 du Département de Mayotte.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1032/2013/CG

**Relative au mandat spécial donné au Président du Conseil Général dans le cadre
de ses missions au cours de l'année 2013**

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 3211-1 ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu le rapport n°2013-001032 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu l'avis de la commission des finances et du développement économique du 21 janvier 2013

Après en avoir délibéré,

Par : 16 voix Pour – 2 voix contre (M. Saïd OMAR OILI, Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE) – 1 abstention (M. Ali BACAR)

DECIDE

Article 1 : de confier au Président du Conseil général un mandat spécial permanent au titre de l'exercice 2013, afin de pouvoir répondre aux sollicitations en urgence des administrations centrales et des instances régionales.

Article 2 : Ces déplacements feront l'objet d'une information à l'assemblée départementale à posteriori.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1034/2013/CG

Relative à la signature d'une convention entre le Conseil Général et le Vice Rectorat de Mayotte pour l'année scolaire 2012-2013.

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** le rapport n°2013-001034 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article unique : d'approuver la convention entre la bibliothèque départementale de prêt et le Vice Rectorat de Mayotte qui fixe les modalités de suivi et de contrôle des ouvrages pour l'année scolaire 2012-2013.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI



Direction Générale Adjointe

Bibliothèque départementale de prêt

Convention entre la Bibliothèque Départementale de Prêt et le Vice-rectorat de Mayotte Année scolaire 2012 – 2013

Entre :

Le Conseil Général de Mayotte, représenté par le Président M. Daniel ZAIDANI d'une part,
et

Le Vice-rectorat de Mayotte, représenté par M. François COUX agissant en qualité de Vice-recteur de Mayotte,
d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

La bibliothèque départementale de prêt de Mayotte est un service public chargé de contribuer aux loisirs, à l'information, à la recherche documentaire, à l'éducation permanente et à l'activité culturelle de la population. Elle s'adresse à toute personne, sans restriction ni exclusion, et mène des actions spécifiques en direction des écoles, des collectivités et des publics spécifiques.

La bibliothèque départementale de prêt de Mayotte fait de l'accueil des écoles, des collectivités et des publics spécifiques un élément important de son action pour élargir l'accès de tous à la culture et à l'écrit, pour lutter contre l'illettrisme et pour favoriser l'intégration sociale.

Le règlement intérieur prévoit que la bibliothèque peut accorder gratuitement des prêts de documents (livres, expositions, matériel d'animation, CD, DVD) aux collectivités : écoles, associations, organismes...

Les conditions de ces prêts, le nombre de documents prêtés et la fréquence du renouvellement font l'objet d'une convention entre la bibliothèque, le directeur de l'établissement et le professeur détenteur de la carte. Cette convention stipule notamment que l'établissement scolaire est tenu de remplacer les documents abîmés ou perdus à ses frais et dans les meilleurs délais selon les indications fournies par la bibliothèque.

Certains professeurs du premier et second degré, détenteurs de cartes professionnelles ne restituent pas les ouvrages qu'ils ont empruntés ni au terme des 50 jours impartis comme le précise le règlement ni en fin d'année scolaire. Une première lettre de rappel leur est pourtant envoyée 5 jours après le délai autorisé et une seconde, 6 mois plus tard. D'autres contraintes viennent s'ajouter telles que les changements d'affectation, les modifications d'adresse ou de numéro de téléphone qui ne facilitent pas l'acheminement des relances.

Article 1. Objectifs de la convention

L'objectif de la convention est de renforcer les moyens dont dispose la bibliothèque pour relancer en fin d'année scolaire les établissements et professeurs qui n'auraient pas rendu les ouvrages empruntés à la BDP dans les limites de temps prévus par la convention.

La présente convention définit les différents moyens que mettront en œuvre la BDP et le Vice-rectorat pour rappeler aux professeurs retardataires leur engagement vis-à-vis de la restitution de documents.



Cette convention énonce les engagements des deux parties afin d'instaurer un partenariat dans des conditions satisfaisantes. Les parties reconnaissent l'intérêt d'une telle démarche qui constituera un moyen supplémentaire dans la restitution des ouvrages empruntés.

Article 2. Durée de la convention

La présente convention est conclue pour la durée de l'année scolaire 2012-2013. Elle devra être renouvelée en début de chaque année scolaire.

Article 3. Modalités

Par la présente convention, la BDP s'engage dès le 10 juin 2013 à fournir au vice-recteur la liste des professeurs n'ayant pas rendu les ouvrages qu'ils devaient restituer au plus tard le 1^{er} juin 2013. Cette liste comportera le nom du professeur, le nom de l'établissement dans lequel il a exercé au cours de l'année scolaire 2012-2013, et les titres d'ouvrages qu'il doit rendre à la bibliothèque.

Le vice-recteur enverra à chaque établissement ou collectivité concernés (lycées, collèges ou mairies pour les écoles du 1^{er} degré), la liste des ouvrages manquants, leur demandant de bien vouloir les remplacer et les rapporter au plus vite à la bibliothèque de Cavani.

Article 4. Engagement des partenaires

La BDP s'engage à :

- faire signer une convention de prêt entre la BDP, les directeurs d'établissement et les professeurs pour chaque carte professionnelle ;
- prêter des documents (livres, expositions, matériel d'animation, CD, DVD) dans les conditions prévues par la convention de prêt ;
- envoyer des lettres de rappel tout au long de l'année scolaire
- envoyer une ultime lettre de relance aux professeurs dans leur établissement scolaire dès le 3 juin 2013 (retour des documents exigé au plus tard le 1^{er} juin 2013)
- faire parvenir à partir du 10 juin 2013 la liste des professeurs retardataires et des ouvrages non rendus au Vice-rectorat

le Vice-rectorat s'engage à :

- recevoir la liste des professeurs et des ouvrages non rendus de la part de la BDP à partir du 10 juin 2013 ;
- adresser un courrier (accompagné de la liste) dans les jours qui suivent aux lycées, collèges et mairies concernés pour leur demander de racheter les ouvrages non rendus par les professeurs de leur établissement et de les apporter au plus vite à la bibliothèque de Cavani.

Fait à Mamoudzou, le, en 2 exemplaires

Le Président du Conseil Général de Mayotte

Le Vice-recteur


Daniel ZAIDJANI

François COUX



DELIBERATION N°1035/2013/CG

Relative à la signature d'une convention cadre entre le Conseil Général de Mayotte (France) et la Région SAVA (Madagascar) dans le cadre de la coopération décentralisée

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 18

MM. Soiderdine MADI TCHAMA, Saïd SALIME, Daniel ZAÏDANI, Assani ALI, Ali MOUSSA, Issihaka ABDILLAH, Jacques Martial HENRY, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Ousséni MIRHANE, Nomani OUSSENI, Ben Issa OUSSENI, Issoufi HAMADA, Camille ABDULLAHI, Zaïdou TAVANDAY, Saïd AHAMADI, Ali BACAR, Rastami ABDOU et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 1

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°715/2012/CG du 09 mai 2012, relative au budget primitif 2012 ;
- Vu** la loi d'orientation n°92-125 du 06 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (Extrait – Titre IV-art. 131 à 135-De la coopération décentralisée ;
- Vu** la loi n° 2007-147 du 02 février relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi « Thiollière » ;
- Vu** le rapport n°2013-001035 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** l'avis de la commission coopération décentralisée et vie institutionnelle du 22 janvier 2013

Considérant que :

Les projets présentés répondent bien à la politique et aux objectifs du Département,

Après en avoir délibéré : 18 voix pour – 1 abstention (Issihaka ABDILLAH)

DECIDE

Article 1 : D'autoriser le Président du Conseil Général à signer la convention cadre entre le **Conseil Général de Mayotte (France)** et la **Région SAVA (Madagascar)** ci-joint en annexe.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

**Direction de la Coopération Régionale
Décentralisée et Représentation Extérieure**



Mamoudzou le,

9 JAN. 2013

SEANCE PLENIERE
Du 25 janvier 2013

Rapport n°2013-1035 de monsieur le Président

Relatif à la signature d'une convention cadre entre Mayotte et la Région SAVA dans le cadre de la coopération décentralisée

Dans le cadre de la coopération décentralisée, l'assemblée départementale a validé le principe d'une coopération économique, socioculturelle, éducative et sportive entre le Département de Mayotte et les régions de la zone Océan Indien. En effet, conformément à la délibération n° 686/2012/CG relative à la signature d'une charte de coopération régionale Etat/Département de Mayotte pour les années 2011-2015, le Conseil Général s'est clairement positionné à coopérer avec des collectivités étrangères du sud-ouest de l'Océan Indien en particulier les collectivités malgaches, comoriennes, mozambicaines, mauriciennes et seychelloises.

Les ateliers de la coopération décentralisée organisés par l'ambassade de France à Tananarive ont permis de rencontrer les autorités de la région SAVA.

Sur proposition de la commission de coopération décentralisée, une mission de diagnostic territorial a été menée par le conseil général de Mayotte afin d'évaluer l'opportunité de tisser une relation de partenariat avec ladite région.

Plus précisément, cette mission a permis de mettre en évidence les points forts et les points faibles qui caractérisent le territoire. On peut relever une forte potentialité dans le domaine agricole, en particulier en ce qui concerne l'élevage, l'exploitation industrielle de la cocoteraie, la production du riz...

On peut citer également un parc marin, des grandes réserves de forêts qui favorisent la protection de la biodiversité. On observe que la région possède deux aéroports et un port maritime.

Toutefois, on constate un manque d'infrastructure dans le réseau routier qui relie la région à la capitale.

Ainsi, la région SAVA possède une forte expérience en matière de gestion des fonds publics internationaux. En témoigne la cellule de gestion de projet TIA SAVA, organisme regroupant les administrations publiques et privées de cette région. Ce mode d'organisation reste une opportunité pour le conseil Général de Mayotte dans le cadre de la gestion de projet de coopération internationale.

En ce sens, et au vu du résultat du diagnostic réalisé, il est nécessaire de retenir les domaines qui répondent aux besoins des deux territoires :

- le domaine économique,
- le domaine sanitaire et social
- le domaine sportif et culturel
- le domaine éducatif et de la formation
- le domaine de la gouvernance

En conséquence la commission de la coopération décentralisée recommande à l'assemblée délibérante de donner son accord au président du conseil général de Mayotte de signer la convention cadre entre le Conseil Général de Mayotte et la Région SAVA de Madagascar.

Il propose de statuer sur cette demande et de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAIDANI



ACCORD DE PARTENARIAT

ENTRE

Le Département de Mayotte,
Rue de l'hôpital
BP 101 - 97600 Mamoudzou
Mayotte

Représenté par le Président du Conseil général, M. Daniel ZAÏDANI, habilité à cet effet par délibération n° 299/ 2011/ CG du 03 avril 2011 relative à l'élection du Président du Conseil Général de Mayotte.

La Région Picardie

Hôtel de région, 15 Mail Albert 1er
BP 2616 – 80 026 Amiens cedex 1
France

Représentée par le Président du Conseil régional de Picardie, Monsieur Claude GEWERC, habilité à cet effet par délibération de la Commission Permanente du 2 février 2013,

Et

La Région Diana

Résidence Région – Place Kabary
BP 499 - Antsiranana 201
Madagascar

Représentée par le Chef de Région, Monsieur Romuald BEZARA, habilité à cet effet en vertu des dispositions de la Loi n°2004-001 du 17 juin 2004 relative aux Régions et du décret 2004-859 du 17 septembre 2004 fixant les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions des Régions.

Considérant le Code général des collectivités territoriales et notamment son livre 1er chapitre "Coopération décentralisée", la loi du 06 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République et la loi du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et leurs groupements;

Considérant la convention cadre de coopération décentralisée entre le Département de Mayotte et la Région Diana (Madagascar) en date du 07 Novembre 2008.

Considérant l'accord-cadre 2012-2016 de coopération décentralisée entre la Région Picardie et la Région Diana (Madagascar) en date du 16 novembre 2012.

Considérant la loi n°2004-001 du 17 juin 2004 relative aux Régions de Madagascar,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule ;

Au niveau national et malgré une crise politique dans laquelle le pays est plongé depuis février 2009, les autorités malgaches manifestent leur volonté de poursuivre et de faire avancer le processus de décentralisation enclenché depuis une vingtaine d'années.

C'est dans le cadre de ce processus de décentralisation que le Département de Mayotte et la Région Picardie ont choisi de développer des coopérations décentralisées avec la Région Diana (Madagascar). Dans le cadre de ces actions de coopération, les deux collectivités françaises ont également été amenées à développer des relations avec des acteurs du territoire de cette collectivité malgache (collectivités infrarégionales, établissements de formation, établissements d'enseignement supérieur, organisations de la société civile ...).

Il convient toutefois de noter qu'aucune démarche de concertation et de coordination n'a pour l'heure été mise en œuvre. Aussi, dans le souci d'une part d'une meilleure cohérence des activités mises en œuvre et d'une plus grande lisibilité de l'action de la France en Diana, et dans le respect d'autre part des recommandations du Ministère français des Affaires Etrangères et Européennes exprimées lors des dernières assises de la coopération décentralisée franco-malgache, le Département de Mayotte, la Région Picardie et la Région Diana ont décidé de travailler ensemble, en complémentarité.

Article 1 : Principes partagés de coopération

Les trois collectivités signataires s'accordent sur les principes suivants :

- les collectivités sont légitimes à intervenir dans les champs de la coopération et de la solidarité internationale. La coopération décentralisée vise à valoriser les savoir-faire et ressources propres à chaque collectivité dans une démarche à bénéfice réciproque.

- leurs coopérations décentralisées s'inscrivent dans le cadre des programmes malgaches de développement et des accords diplomatiques bilatéraux. Partageant comme objectif la promotion du développement local et l'appui à la décentralisation, elles entendent apporter une contribution à :

- ☐ La réalisation des Objectifs Mondiaux pour le Développement
- ☐ La promotion d'une gouvernance participative et démocratique
- ☐ Le développement et l'aménagement équilibrés des territoires
- ☐ La promotion de la décentralisation par le renforcement des pouvoirs, des moyens et des capacités des collectivités territoriales décentralisées.

Article 2 : Objectif de l'accord de partenariat

Ce document a pour objectif de fixer, entre les trois collectivités signataires, les modalités d'échange, de concertation et de mutualisation de leurs moyens d'action afin de :

- Eviter la dispersion des moyens et des efforts,
- Favoriser la cohérence des démarches et des actions mises en œuvre
- Fédérer les efforts et les compétences autour de projets partagés
- Rendre plus lisibles les actions respectives et partagées.

Dans le respect des engagements pris précédemment par chacun et des orientations propres à chaque programme de coopération décentralisée (cf. les accords-cadres cités dans les visas), les secteurs d'intervention suivants seront privilégiés :

- le renforcement de capacités de la Région Diana et des collectivités infrarégionales,
- le développement économique avec un intérêt plus particulier pour la filière bovine et le tourisme,
- l'accès à l'eau et à l'assainissement.

En qualité d'ensembliers, les collectivités signataires cherchent également, à travers le présent accord, à favoriser l'échange, la concertation et la mutualisation des moyens d'action entre les acteurs de leurs territoires (collectivités, associations, établissements publics, opérateurs économiques) intervenant en Diana.

Il convient enfin de préciser que les collectivités signataires partagent l'ambition d'agréger à la présente démarche les autres collectivités françaises intervenant en Région Diana et partageant les mêmes objectifs et les mêmes priorités. Cette ambition pourrait se traduire à terme par la création d'une Instance Internationale de Coopération Décentralisée (2ICOOD) qui aurait vocation à agir dans la sous-région.

Article 3: Modalités de mise en œuvre

Les collectivités signataires s'accordent pour qu'un représentant de chacune d'entre elles soit invité aux Comités de Pilotage des programmes de coopération décentralisée respectifs.

Afin de maintenir entre elles un degré d'information réciproque suffisant, les deux collectivités françaises rédigeront et se transmettront les rapports d'activité correspondant à ces programmes de coopération (fréquence semestrielle minimum).

Les trois parties organiseront également des réunions techniques ponctuelles à Antsiranana, à Mayotte ou en Picardie.

Chaque année, dans le cadre de conventions d'exécution, seront établis des plans d'action annuels (précisant les actions communes retenues et les responsabilités de chaque partie prenante), des calendriers d'exécution ainsi que des engagements financiers prévisionnels. En ce qui concerne la Région Picardie, ces engagements ne sauraient s'ajouter à ceux déjà pris dans le cadre des conventions d'exécution annuelles Picardie/Diana.

En vue de la réalisation des actions communes, chaque partie s'engage à rechercher et à mobiliser les cofinancements existants au plan national, européen ou international.

Chaque partie fera état du présent partenariat sur l'ensemble des documents établis et lors des manifestations organisées dans le cadre des actions conjointement décidées. Seront apposés les logos de chacune d'entre elles sur l'ensemble des supports de communication.

Un bilan annuel du programme d'action défini dans le cadre des conventions d'exécution sera Co-rédigé par les parties contractantes. Il constituera une base de travail pour la programmation des actions futures.

Il est enfin convenu que, sauf disposition contraire ayant fait au préalable l'objet d'un accord, chacune des parties contractantes assure le financement des déplacements et l'hébergement de ses représentants. Les dates et les programmes de ces déplacements seront communiqués à chaque partie.

Article 4 : Validité et entrée en vigueur de la convention

Le présent accord est conclu pour la période 2013-2016. Il prendra effet à compter de sa notification. Toute réorientation de fond relative aux engagements de la présente convention fera l'objet d'avenants ultérieurs.

Article 5 : Litiges et résiliation de la convention

En cas de manquements d'une des parties à ses obligations, et après avoir épuisé toutes les voies de négociation et de médiation, il pourra être mis fin avant terme au présent accord par l'une des parties, ce par lettres recommandées avec accusé de réception sous réserve d'un préavis d'un (1) mois.

D'une manière générale, et à défaut de règlement amiable des différends tenant à l'interprétation ou à l'exécution du présent accord, les litiges correspondants seront portés devant les juridictions compétentes dans le ressort d'Amiens.

Fait à Mamoudzou (Mayotte), le 04 décembre 2012 en trois exemplaires originaux remis à chacune des parties.

Pour le Département de Mayotte

Le Président du
Conseil général

Daniel ZAÏDANI

Pour la Région Picardie

Le Président du
Conseil régional

Claude GEWERC

Pour la Région Diana

Le Chef de Région

Romuald BEZARA

**CONVENTION CADRE DU/...../ 2013
SUR LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**

Entre
LE CONSEIL GENERAL DE MAYOTTE (FRANCE)

Représenté par
Monsieur Daniel ZAÏDANI
Président du Conseil Général de Mayotte

Et
LA REGION SAVA (MADAGASCAR)

Représentée par
Monsieur ABDILLAH
Chef de Région SAVA

Vu la Constitution malgache
Vu la loi n° 2004-001 du 17 juin 2004 relative aux Régions et ses textes subséquents ;
Vu le décret n° 2009-528 du 09 mai 2009 portant nomination de Chefs de Région;
Vu le décret n° 2011-0033 du 25 janvier 2011 relatif à la coopération décentralisée et aux relations extérieures des Collectivités territoriales décentralisées malagasy et leurs groupements;

Vu la Constitution française du 4 octobre 1958 ;
Vu le Code général des collectivités territoriales françaises,
Vu la loi n° 2007-147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière,
Vu la loi organique n° 2010-1486 du 07 décembre 2010 relative au Département de Mayotte,
Vu la loi organique n° 2010-1487 du 07 décembre 2010 relative au Département de Mayotte,
Vu la délibération n° 299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;
Vu la délibération n°...../2013/SP du 25 janvier 2013 autorisant le Président du Conseil Général de Mayotte à signer une convention cadre de coopération décentralisée entre le Département de Mayotte et la Région SAVA

Préambule

La Région SAVA et Le Conseil Général de Mayotte et, ci-après dénommés « les Parties contractantes »,
SOUHAITANT promouvoir et approfondir la coopération socio-économique et culturelle qui unit leurs peuples,

CONSCIENTS que la quantité des produits diversifiés de Madagascar, importés de la Région SAVA vers Mayotte ne cesse de s'accroître,

CONVAINCUS que la culture d'une partie de la population de Mayotte s'approche à la culture de la population malagasy, plus précisément de la population Nord de Madagascar,

RECONNAISSANT qu'il existe des Malagasy, originaires de la Région SAVA résident à Mayotte pour des différentes fonctions,

RESOLUS à mettre en place une approche pragmatique de coopération visant la participation des deux parties au développement durable tout en respectant la culture de chacun des partenaires,

DETERMINEES à participer activement à la mise en œuvre de la Politique de l'Etat des deux parties en matière de la Coopération Décentralisée,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1^{er} Cadre général

Le Conseil Général de Mayotte et la Région SAVA (Madagascar) ont initié un partenariat de coopération décentralisée qui sera officialisé dès la signature d'une convention-cadre.

C'est dans ce contexte que le Département de Mayotte et la Région SAVA ont décidé de favoriser, le développement de leurs relations de coopération dans le cadre d'un partenariat actif, selon les domaines d'intervention définis dans les articles 2 et 3 de la présente convention, à travers l'ensemble des structures publiques, privées et associatives locaux se situant dans leur territoires respectifs.

Article 2

Objectifs généraux

L'objectif de cette coopération décentralisée est de fournir un appui respectif aussi direct, indirect et flexible que possible à des éventails d'initiatives de développement, de projets et de programmes mis en œuvre par des organisations publiques ou privées telles que les entreprises, les associations et les collectivités territoriales ou locales.

Les objectifs de cette coopération peuvent être :

- le développement de la connaissance réciproque des populations et des territoires,
- le développement des deux territoires entraînant une amélioration des conditions de vie des populations,
- l'amélioration des échanges commerciaux entre la Région SAVA et Mayotte,
- le développement économique et touristique des deux territoires,
- l'agriculture et l'élevage,
- les échanges professionnels,
- la formation professionnelle, technique et universitaire.

Article 3

Secteurs d'intervention

Dès la signature de cette présente convention, des actions de coopération seront engagées dans les secteurs d'intervention suivants, reconnus prioritaire par nos deux collectivités :

- le domaine économique,
- le domaine sanitaire et social
- le domaine sportif et culturel
- le domaine éducatif et de la formation
- le domaine de la gouvernance

Ces priorités ne devront cependant pas occulter les autres domaines d'intervention envisageables.

Article 4

Modalités de mise en œuvre

Les actions de coopération décentralisée engagées en exécution de la présente convention sont élaborées d'un commun accord, dans le respect des spécificités propres à chacun des partenaires et pilotés par une cellule de gestion de projet mutuel. Elles s'établissent, autant que possible, sur des bases de réciprocité. La présente convention sera déclinée en documents d'application techniques pour chaque objectif précisant les engagements, les échéanciers et les tâches à accomplir par les différents partenaires.

Article 5

Cofinancement des projets

Durant les quatre années, des conventions d'application annuelles viendront préciser le montant des contributions du Conseil général de Mayotte et de la Région SAVA. Dans tous les cas, le cofinancement des actions et de leur suivi sera recherché par les deux parties.

Par ailleurs, chacune des parties s'engage à rechercher, en vue de la mise en œuvre et de la viabilité des actions de coopération, toutes les possibilités de financement existant soit dans le cadre national, soit au plan européen ou international. Il est convenu que, sauf disposition contraire, ayant fait au préalable l'objet d'un accord, chacune des parties contractantes assure le financement des déplacements et la charge des frais liés à l'hébergement de ses représentants et prend à sa charge les frais liés à l'accueil sur son territoire des délégations de la collectivité partenaire. Les dates et le programme de ces déplacements auront été arrêtés en commun.

Article 6

Conduite et suivi de la coopération

La Région SAVA et le Conseil général de Mayotte décident, de créer une cellule de gestion de projet mutuelle et ou s'appuyer sur des organisme performants existant tel que TIA SAVA pour le suivi des actions mises en œuvre dans le cadre de cette coopération, d'arrêter un programme d'action annuel, et de procéder, selon des critères à définir conjointement, à l'évaluation des projets engagés.

Pour réussir, la coopération décentralisée doit s'appuyer sur des acteurs issus de la société civile, responsables et fiables, capables de mettre en œuvre des projets et d'assurer leur compatibilité avec les contraintes administratives et fiscales imposées par l'Union Européenne et la République Malagasy.

Article 7

Validité de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de quatre années à compter de la date de signature. Toute dénonciation devra se faire par lettre recommandée avec accusée de réception. Il est important de préciser que la finalité de cette coopération décentralisée c'est de pouvoir inscrire ses actions et programmes dans la durée.

Toute réorientation de fond relative aux engagements de la présente convention fera l'objet d'accord mutuel et de signature d'avenants ultérieurs.

Un bilan annuel d'exécution de la convention et du programme d'actions sera réalisé par des comités de pilotage du conseil général de Mayotte/Région SAVA. Il constituera une base de travail pour l'évaluation et la programmation des actions futures.

Article 8

Entrée en vigueur

La présente convention, conclue en quatre exemplaires, entrera en vigueur à compter de la date de signature par les deux parties contractantes, et après transmission aux contrôles de légalité.

Chaque partie conservera deux exemplaires afin de leur permettre de procéder aux démarches de validation ou de contrôle de légalité propre au cadre juridique et institutionnel de son pays.

Article 9

Litiges et Résiliation de la convention

En cas de non respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de trois (3) mois.

Tout différend dans l'exécution de la présente convention sera autant que possible traité par les tribunaux administratifs des Mamoudzou et de Sambava.

Fait à Mayotte, le2013
en quatre exemplaires originaux

Pour le Conseil de Mayotte

Pour la Région SAVA

Le Président du Conseil général de Mayotte

Le Chef de Région SAVA

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1036/2013/CG

Relative à la désignation des représentants du Conseil Général comme membre
des équipes pluridisciplinaires dans le cadre du RSA

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'ordonnance n°2011-1636 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte,
Vu le décret n°2011-2097 du 30 décembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte,
Vu la délibération du 10 septembre 2012 portant sur la convention d'orientation au Département de Mayotte.
Vu le rapport n°2013-0001036 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission santé, action sociale et administration générale du 23 janvier 2013,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article unique : de désigner les conseillers généraux suivants membres titulaires de l'Equipe Pluridisciplinaire :

SECTEURS	TITULAIRES	SUPPLEANTS
Secteur Nord / Petite-Terre	Saïd AHAMADI	Issihaka ABDILLAH
Secteur Grand Mamoudzou	Jacques Martial HENRY	Zaïdou TAVANDAY
Secteur Centre / Sud	Nomani OUSSENI	Abdou RASTAMI



Pour extrait conforme

Le Président du conseil général

[Signature]
Daniel ZAÏDANI
Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1038/2013/CG

MOTION

Relative au régime des allocations de logement applicable à Mayotte

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la motion relative au régime des allocations de logement applicable à Mayotte,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : de demander à l'Etat de tenir ses engagements et de procéder à un alignement rapide et plein de Mayotte sur le régime des allocations de logement applicable dans les DOM, avec effet rétroactif depuis le 1^{er} janvier 2013.

Article 2 : de demander à ce que les barèmes de calcul de l'allocation soit supérieurs ou au moins alignés aux barèmes applicable dans les autres DOM.

Pour extrait conforme
Le Président du conseil général

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1039/2013/CG

Relative à l'autorisation d'ouvrir des dépenses en investissement sur le budget 2013
du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 17

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 2

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Ben Issa OUSSENI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'article 1612-1 du code général des collectivités territoriales ;
Vu l'instruction budgétaire M61
Vu le rapport n°2013-0001039 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article unique : d'approuver l'ouverture de crédits d'investissement 2013 à hauteur du quart des dépenses 2012 (740 100,51 €), soit 185 025 €, détaillées ci-dessous :

Chapitre	Compte	Montant
20 Immobilisations incorporelles	205	2 500,00 €
21 Immobilisations corporelles	21351 agencements bâtiments publics	15 000,00 €
	21561 matériel mobile d'incendie	90 000,00 €
	21568 autres matériels d'incendie	20 000,00 €
	21571 matériel et outillage technique	10 000,00 €
	2182 autres immobilisations corporelles / VL	20 000,00 €
	2183 autres immobilisations corporelles / matériel informatique	10 000,00 €
	2184 matériel de bureau et mobilier	15 000,00 €
	2188 autres immobilisations corporelles	5 025,00 €
		185 025,00 €

Pour extrait conforme
Le Président du conseil général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1040/2013/CG

**Relative aux échanges S'APPROMAY/Académie de musique de Zanzibar en 2013
dans le domaine de la musique.**

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 18

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Solderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAH et **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 1

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,


- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-001020 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

- Article 1 :** d'attribuer à l'association S'APPROMAY, la subvention de **5.000€** (cinq mille euros) afin de financer le billet d'avion aller retour Dzaoudzi / Zanzibar ainsi que l'hébergement.
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires aux règlements des prestations relatives à l'ensemble des événements.
- Article 3 :** d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 6574 du budget du département.

Pour extrait conforme
Le Président du conseil général


Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1040/2013/CG

**Relative aux échanges S'APPROMAY/Académie de musique de Zanzibar en 2013
dans le domaine de la musique.**

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 18

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 1

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3121-23 ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-001020 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

- Article 1 :** d'attribuer à l'association S'APPROMAY, la subvention de **5.000€** (cinq mille euros) afin de financer le billet d'avion aller retour Dzaoudzi / Zanzibar ainsi que l'hébergement.
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires aux règlements des prestations relatives à l'ensemble des événements.
- Article 3 :** d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 11 du budget du département.

Pour extrait conforme
Le Président du conseil général



CONSEIL GÉNÉRAL
Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1041/2013/CG

Relative à la participation des « Femmes de la lune de Mayotte » au festival « SAUTIZABUSARA »
et aux festivités organisées à Moroni

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 18

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Camille ABDULLAHI et Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Conseillers généraux représentés : 1

M. Saïd Omar OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSEUNE

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 3211-1 ;
Vu le Code des Marchés Publics ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu le rapport n°2013-001041 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE



- Article 1 : d'attribuer une subvention de **14.000 € (quatorze mille euros)** à l'association des « Femmes de la lune de Mayotte » afin de participer aux festivités organisées à Moroni et au festival « SAUTIZABUSARA » à Zanzibar.
- Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires aux règlements des prestations relatives à l'ensemble des événements.
- Article 3 : d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 65 du budget du département.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1042/2013/CG

**Relative à l'attribution d'une subvention
à Vautour Club de Labattoir dans le cadre de la Coupe de France en métropole**

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSOUNE a donné pouvoir à **M.** Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à **M.** Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu le rapport n°2013-001042 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer une subvention d'un montant de **7 500.00 €** à l'association Vautour de Labattoir pour sa participation de la coupe de France en Métropole.

Article 2 : d'imputer les dépenses correspondantes au budget de la Collectivité Départementale de Mayotte sur le chapitre **65 32 6574**.



Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1043/2013/CG

PORTANT CORRECTION D'ARTICLES DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE DÉNOMMÉE « SPL 976 »

LE CONSEIL GÉNÉRAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSOUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAH a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 3211-1 ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu la délibération n°724/2012/CP du 10 mai 2012 portant création d'une société publique locale nommée SPL976
Vu le rapport n°2013-001043 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

- Article 1 :** D'APPROUVER l'entrée de la commune de Bandréle dans le capital social de la société publique locale dénommée « SPL 976 » à hauteur de 10.000,00 €, libérés de 50 %, ainsi que la modification en ce sens des statuts de ladite société ;
- Article 2 :** D'APPROUVER l'intégration de toutes autres collectivités territoriales qui en ferait la demande;
- Article 3 :** D'APPROUVER la suppression du point C des statuts telle que demandée par le contrôle de légalité.
- Article 4 :** D'AUTORISER le Président du Conseil Général ou son représentant à signer tout acte utile, notamment la signature des statuts modifiés.



Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1043/2013/CG

PORTANT CORRECTION D'ARTICLES DES STATUTS DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DENOMMEE « SPL 976 »

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Solderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

Mme Sarah MOUHOUSSEUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 3211-1 ;
- Vu** le Code des Marchés Publics ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°724/2012/CP du 10 mai 2012 portant création d'une société publique locale nommée SPL976
- Vu** le rapport n°2013-001043 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

- Article 1 :** D'APPROUVER l'entrée de la commune de Bandrélé dans le capital social de la société publique locale dénommée « SPL 976 » à hauteur de **10.000,00 €**, libérés de 50 %, ainsi que la modification en ce sens des statuts de ladite société ;
- Article 2 :** D'APPROUVER l'intégration de toutes autres collectivités territoriales qui en ferait la demande;
- Article 3 :** D'APPROUVER l'abrogation provisoire du point C des statuts et la volonté du Conseil d'Administration de la « SPL 976 » d'appliquer strictement dans l'avenir les textes de la loi du 10 mai 2010 sur ce point particulier ;
- Article 4 :** D'AUTORISER le Président du Conseil Général ou son représentant à signer tout acte utile, notamment la signature des statuts modifiés.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général de Mayotte

Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

SEANCE PLENIERE
DU 25 JANVIER 2013

* * *

MOTION

Relatif au régime des allocations de logement applicable à Mayotte

"Une ordonnance à venir viendra aligner Mayotte sur le régime des allocations de logement (allocation de logement familiale et allocation de logement social) applicables dans les DOM", telle était la promesse du Gouvernement (Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance du 26 avril 2012 portant extension et adaptation à Mayotte du code de la construction et de l'habitation ainsi que diverses lois relatives au logement - J.O. du 27 avril 2012). En effet, le rôle de l'Etat est central dans la politique de l'habitat. C'est pour cela que le Président de la République avait promis, lors d'un discours à Mamoudzou en janvier 2010, que l'Etat va donner les moyens nécessaires pour accompagner le département dans la construction de 40 000 logements sociaux d'ici 2017.

Depuis 2005, la politique du logement à Mayotte a connu un tournant. La case SIM (petit logement en accession à la propriété de 2 ou 3 pièces sans sanitaires accolés) a été remplacée par le LATS et le LAS, plus conforme au mode d'habiter actuel. Le logement locatif social est apparu aux côtés du logement locatif intermédiaire, pour proposer un logement décent aux ménages les plus démunis et dépourvus des moyens d'accéder directement à la propriété.

Plusieurs obstacles se sont dressés sur le chemin du développement du logement à Mayotte, notamment du logement social :

- la rareté du foncier aménagé du fait du retard considérable pris à la fois dans l'aménagement du territoire (en particulier au niveau de l'assainissement) et dans l'aménagement urbain ;
- les coûts élevés de viabilisation et de construction ;
- les difficultés rencontrées dans l'établissement des titres fonciers et à l'état civil ;
- la part considérable des ménages sans revenus et les bas plafonds de ressources institués pour les ménages ayant des revenus ;
- l'intervention tardive de la Caisse des Dépôts pour octroyer les prêts aux opérations de logements locatifs sociaux, et la création tardive de Mayotte Habitat pour octroyer les prêts aux opérations de logements en accession sociale à la propriété ;
- l'insuffisance notoire de l'allocation de logement à caractère familial (ALF) et l'absence totale d'allocation de logement à caractère social (ALS).

Le Gouvernement, conscient de ces difficultés, avait dépêché une mission interministérielle à Mayotte au cours du dernier trimestre de 2010, qui a rendu son rapport en janvier 2011. Parmi les recommandations de la mission, figure en bonne place l'alignement de Mayotte sur le régime des allocations de logement applicable dans les DOM.

Depuis 2007, ce sujet a été évoqué sous plusieurs formes (motions, courriers, communications dans les congrès et séminaires dans les outre-mer, communication dans les media). Des engagements ont été pris pour un alignement qui serait mis en place à partir du 1^{er} janvier 2013. A cette date, nous apprenons que l'ordonnance attendue avec ferveur par la population a été adoptée au conseil des ministres du 23 janvier 2013, mais le projet de décret devant aligner effectivement les barèmes et les modes de calcul sur ceux qui sont appliqués dans les DOM n'est toujours pas connu.

Entretemps, le Conseil Général observe les situations suivantes :

- les logements en accession sociale à la propriété, auxquels les mahorais tiennent tant, ne sont plus construits qu'à quelques unités ou au mieux qu'à quelques dizaines, entre autres à cause de taux d'effort trop élevés ;
- les logements locatifs sociaux mis en service peinent à trouver ou à garder leurs locataires, avec des taux de rotation et de vacance hors de toutes proportions connues ailleurs ;
- les quelques mahorais qui se maintiennent dans ces logements sociaux s'acquittent avec honneur de leurs loyers, au prix d'un grand sacrifice ;
- l'activité économique annoncée par les opérateurs tel que la Société Immobilière de Mayotte (SIM) est menacée par la perspective des logements vides, faute de solvabiliser la demande ;
- le développement socio-économique de l'île, susceptible à terme de stopper la pauvreté et la violence urbaine, matérialisée par des logements décents dans un aménagement urbain harmonieux où prévaut la mixité sociale, économique et fonctionnelle, peut être freiné par l'insuffisance criante de l'allocation de logement.

La présente motion a pour objet de demander à l'Etat de tenir ses engagements et de procéder à un alignement à la fois législatif et réglementaire de Mayotte sur le régime des allocations de logement applicable dans les DOM, sur le principe selon lequel on ne peut rentrer graduellement dans un logement et qu'à Mayotte, c'est le taux d'effort qui devra s'aligner progressivement sur les niveaux connus dans les autres DOM, notamment à travers les revenus et les coûts d'aménagement et de construction.

Le Président du Conseil Général
de Mayotte
Daniel ZAÏDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Séance du 25 janvier 2013

DELIBERATION N°1044/2013/CG

Relative à l'annulation de la demande d'acquisition n° 2007-0136 d'une parcelle de terrain sise à Tsingoni effectuée par ABDOU MOHAMED MADI

LE CONSEIL GENERAL, présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de Conseillers Généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : 16

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Jacques Martial HENRY, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Ali MOUSSA, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Saïd SALIME, Nomani OUSSENI, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Zaïdou TAVANDAY, Abdou RASTAMI

Conseillers généraux représentés : 2

**Mme Sarah MOUHOUSOUNE a donné pouvoir à M. Issihaka ABDILLAH
M. Camille ABDULLAHI a donné pouvoir à M. Ali BACAR**

Conseillers généraux absents : 1

MM. Saïd Omar OILI



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011, relative à l'élection de monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil général de Mayotte ;
- Vu** l'ordonnance n°2011-1636 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte,
- Vu** le décret n°2011-2097 du 30 décembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte,
- Vu** la délibération du 10 septembre 2012 portant sur la convention d'orientation au Département de Mayotte.
- Vu** le rapport n°2013-0001044 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés

DECIDE

Article 1 : d'annuler la demande d'acquisition n°2007-0136 de Monsieur ABDOU MOHAMED MADI et de la retirer de l'annexe 2 de la délibération n° 007/2010/CP du 15 février 2010

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président du Conseil Général à signer les actes de gestion du domaine du département concernant ce dossier.

Pour extrait conforme
Le Président du conseil général

Daniel ZAÏDANI

Arrêtés
Janvier 2013



CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n° 001/ASS/CG/2013
Portant abrogation de la délégation de signature de Monsieur André DORSO

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
Vu l'arrêté n° 450/DRH/FPT/12/CG en date du 26 avril 2012, portant nomination par voie de détachement de Monsieur André DORSO Directeur Général des Services ;
Vu l'arrêté n° 197/DRH/H.M/CG/2013 mettant fin au détachement de Monsieur André DORSO, Administrateur civil hors classe, détaché sur l'Emploi Fonctionnel de Directeur Général des Services,

ARRETE,

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 018/ASS/CG/12 du 28 novembre 2012 portant délégation de signature de Monsieur André DORSO est abrogé.


ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

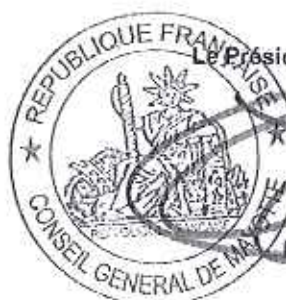
ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs du Conseil Général.

Fait à Mamoudzou, le

31 JAN. 2013

Ampliation :
RAA
Payeur départemental
DRH
Intéressés

Le Président du Conseil Général

Daniel ZAIDANI



CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n° 002/ASS/CG/2013
Portant délégation de signature du Secrétaire Général
chargé des Ressources et des Moyens Généraux

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
Vu le contrat en date du 18 avril 2012 relatif à l'engagement de Monsieur Jaques TOTO en qualité de Secrétaire Général, exerçant les fonctions de Directeur Général Adjoint en charge des Ressources et des Moyens Généraux ;
Vu les contrats, avenant aux contrats et arrêtés portant nomination de la Directrice générale Adjointe chargée des Formations, de l'Enseignement et de la Recherche ;

ARRETE,

ARTICLE 1 :

- A. Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Jacques TOTO, Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux**, à l'effet de signer tous les actes administratifs, arrêtés, actes et correspondances à l'exclusion des actes énumérés ci-après :
- Actes réglementaires ;
 - Circulaires et instructions générales ;
 - Rapports au Conseil Général et à la Commission Permanente ;
 - Lettres aux ministres, aux préfets, aux parlementaires, aux conseillers généraux ;
 - Arrêtés individuels portant nominations des directeurs généraux adjoints, directeurs et chefs de services.
- B. Dans le domaine de la gestion patrimoniale, délégation de signature est donnée à Jacques TOTO, chargé des Ressources et des Moyens Généraux à l'effet de signer les actes passés, en la forme administrative ou notariée, d'acquisition, d'aliénation ou d'échange, ainsi que tous les actes y afférents.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement pour mission ou congés de Jacques TOTO, délégation de signature est donnée à **Antuat ABDOURROIHMANE, Directrice Générale Adjointe chargée des Formations**, à l'effet de signer les actes énumérés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 3 : L'arrêté n° 006/ASS/CG/12 du 14 mai 2012 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente délégation sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Mamoudzou, le

31 JAN. 2013

Ampliation :
RAA
Payeur départemental
DRH
Dir. Finances
Intéressés



Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n° 003/ASS/CG/2013
Portant délégation de signature de la Directrice générale Adjointe chargée des Formations

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

- VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
VU les contrats, avenant aux contrats et arrêtés portant nomination de la Directrice générale Adjointe chargée des Formations, de l'Enseignement et de la Recherche ;

ARRETE,

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à **Madame Antuat ABDOURROIHMANE, Directrice Générale Adjointe chargée des Formations** à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**
 - Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;
 - Les contrats, conventions et arrêtés attributifs de subventions relevant de ses attributions et ne portant pas d'engagement financier supérieur à 50 000 € ;

Les bons à tirer des annonces légales et les ordres de missions ne sont pas compris dans la délégation de signature.
- **Documents de gestion :**
 - Les engagements des dépenses d'investissement et de fonctionnement dans la limite de 50 000 € et, sans limitation de montant, la certification du service fait ainsi que les opérations de mandatement et de recettes concernant les directions et les services placés sous sa responsabilité.
- **Documents relatifs aux marchés publics :**
 - L'ensemble des pièces de marché de fourniture de service et de travaux relevant ses attributions par délégation du pouvoir adjudicateur.
- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**
 - Autorisation de congés et d'absence.

ARTICLE 2 : L'arrêté n°008/ASS/CG/12 du 14 mai 2012 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente délégation sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Ampliation
RAA
Payeur départemental
DRH
Dir. Finances
Intéressés



Fait à Mamoudzou, le

31 JAN. 2013

Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n° 004/ASS/CG/2013
Portant délégation de signature du Directeur général Adjoint chargé de
l'Aménagement, des Infrastructures et de l'Environnement

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
Vu le contrat d'engagement en date du 31 octobre 2012 portant recrutement de Monsieur Mustoihi MARI en qualité de Directeur général Adjoint chargé de l'Aménagement, des Infrastructures et de l'Environnement,

ARRETE,

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à **Monsieur Mustoihi MARI, Directeur Général Adjoint chargé de l'Aménagement, des Infrastructures et de l'Environnement**, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**
 - Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;
 - Les contrats, conventions et arrêtés attributifs de subventions relevant de ses attributions et ne portant pas d'engagement financier supérieur à 50 000 € ;

Les bons à tirer des annonces légales et les ordres de missions ne sont pas compris dans la présente délégation de signature.

- **Documents de gestion :**
 - Les engagements des dépenses d'investissement et de fonctionnement dans la limite de 50 000 € et, sans limitation de montant, la certification du service fait ainsi que les opérations de mandatement et de recettes concernant les directions et les services placés sous sa responsabilité.
- **Documents relatifs aux marchés publics :**
 - L'ensemble des pièces de marché de fourniture de service et de travaux relevant ses attributions par délégation du pouvoir adjudicateur.
- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**
 - Autorisation de congés et d'absence.

ARTICLE 2 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

ARTICLE 3 : L'arrêté n° 017/ASS/CG/12 du 26 novembre 2012 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente délégation sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.



Ampliation :
RAA
Payeur départemental
DRH
Dir. Finances
Intéressés

Fait à Mamoudzou, le 31 JAN. 2013

La Président du Conseil Général

[Signature]

Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n° 005/ASS/CG/2013
Portant délégation de signature du Directeur général Adjoint chargé des Services à la Population

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

- VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
VU les contrats, avenant aux contrats et arrêtés portant nomination du Directeur général Adjoint chargé des Services à la Population ;

ARRETE,

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à **Monsieur Mohamed Tohir YOUSOUFA, Directeur Général Adjoint chargé des Services à la Population**, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**
 - Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;
 - Les contrats, conventions et arrêtés attributifs de subventions relevant de ses attributions et ne portant pas d'engagement financier supérieur à 50 000 € ;
- Les bons à tirer des annonces légales et les ordres de missions ne sont pas compris dans la délégation de signature.*
- **Documents de gestion :**
 - Les engagements des dépenses d'investissement et de fonctionnement dans la limite de 50 000 € et, sans limitation de montant, la certification du service fait ainsi que les opérations de mandatement et de recettes concernant les directions et les services placés sous sa responsabilité.
- **Documents relatifs aux marchés publics :**
 - L'ensemble des pièces de marché de fourniture de service et de travaux relevant ses attributions par délégation du pouvoir adjudicateur.
- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**
 - Autorisation de congés et d'absence.

ARTICLE 2 : L'arrêté n° 009/ASS/CG/12 du 14 mai 2012 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente délégation sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.



Ampliation :
RAA
Payeur départemental
DRH
Dir. Finances
Intéressé



Fait à Mamoudzou, le 31 JAN. 2013

Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n° 006/ASS/CG/2013

**Portant délégation de signature du Directeur général Adjoint par intérim
chargé de la Solidarité et du Développement Social**



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
Vu les contrats, avenant aux contrats et arrêtés portant nomination du Directeur général Adjoint par intérim, chargé de la Solidarité et du Développement Social ;

ARRETE,

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à **Ali MOHAMED ELAMINE, Directeur Général Adjoint par intérim chargé de la Solidarité et du Développement Social**, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**

- Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;
- Les décisions, correspondances et document relatifs aux compétences prévues :
 - Par le code de la santé publique, en application des dispositions étendues à Mayotte relatives à l'action sociale, médico-sociale, à la prévention sanitaire, et conformément aux conditions prévues par l'avenant du 20 décembre 2005 conclu entre le préfet et le Président du conseil général clarifiant les missions dévolues au Département de Mayotte en matière sanitaire et sociale et de la prévention contre les maladies émergentes ;
 - Par le code de l'action sociale et des familles, en application des dispositions relatives à l'aide sociale à l'enfance, à l'action sociale en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées, et par voie de conséquence, les décisions d'attribution des prestations d'aide sociale prévues par le Règlement d'aide sociale du Département de Mayotte validé par délibération n° 036/2007/CG du 30 mars 2007, et rendu exécutoire dans l'ensemble du territoire de Mayotte à partir du 11 avril 2007.
- Les documents relatifs à l'instruction des demandes de subvention des associations intervenant dans le champ de la solidarité ;

Les bons à tirer des annonces légales et les ordres de missions ne sont pas compris dans la présente délégation de signature.

- **Documents de gestion :**

- L'engagement des dépenses d'investissement concernant les chapitre 20 et 21, fonction 41 (PMI et planification familiale), et 51 (Enfance et Famille) dans la limite de 50 000 € ;
- L'engagement et le mandatement des dépenses de fonctionnement concernant le chapitre 011, chapitre 012 et 65, fonction 41 (PMI et planification familiale), 42 (prévention et éducation pour la santé), 51 (services communs) et 51 (famille et enfance), 52 (personnes handicapées), 53 (personnes âgées) et 543 (logement) dans la limite des 50 000 € ;

Ainsi que,

- L'engagement des dépenses d'investissement de la **Maison des Personnes Handicapées (MPH)** concernant les chapitres 20 et 21, fonction 50 (services communs), dans la limite de 50 000 € ;
- L'engagement et le mandatement des dépenses de fonctionnement de la **Maison des Personnes Handicapées** concernant les chapitres 011 et 012, fonction 50 (services communs), dans la limite de 50 000 € ;

- Le mandatement et le paiement des rémunérations des assistantes familiales (familles d'accueil), chapitre 012, fonction 51 ;
- La certification du service fait.
- **Documents relatifs aux marchés publics :**
 - L'ensemble des pièces de marché de fourniture de service et de travaux relevant ses attributions par délégation du pouvoir adjudicateur.
- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**
 - Autorisation de congés et d'absence.

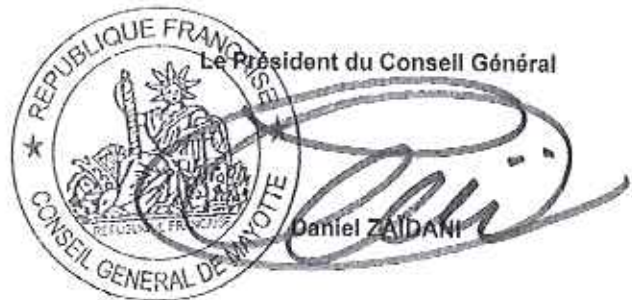
ARTICLE 2 : L'arrêté n° 035/ASS/CG/11 du 05 décembre 2011 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente délégation sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Mamoudzou, le 31 JAN, 2013

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n° 007/ASS/CG/2013
Portant délégation de signature de



Monsieur Edmond SORRIBAS, Colonel de Sapeurs-pompiers Professionnels, *Directeur du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte*,

et de

Monsieur Olivier NEIS, Commandant, *Directeur adjoint du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte*

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 3221-3 alinéa 3 et L.6161-34 ;
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu le décret n° 2001-682 du 30 juillet 2001 (modifié) portant statut particulier du cadre d'emploi des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels des sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu le décret n° 2001-683 du 30 juillet 2001 (modifiant le code général des collectivités territoriales) relatif aux emplois de direction des services départementaux d'incendie et de secours, modifié par le décret n° 2003-1278 du 26 décembre 2003 ;
- Vu le décret n° 2006-1242 du 10 octobre 2006 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-1045 du 26 août 2005 relative à l'organisation et au fonctionnement du Service d'Incendie et de Secours et au développement du volontariat dans le corps des sapeurs-pompiers de Mayotte ;
- Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
- Vu l'arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du président du conseil général de Mayotte portant nomination du Lieutenant-Colonel Edmond SORRIBAS, au poste de Directeur du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte ;
- Vu l'arrêté 0024/BRH/GAF/SIS/CG08 du 2 avril 2008 portant mutation du Capitaine Olivier NEIS au Service d'Incendie et de Secours de Mayotte, en qualité de directeur-adjoint ;
- Vu l'arrêté conjoint du Ministre de l'intérieur et de président du conseil général en date du 27 décembre 2010 portant promotion du Lieutenant-Colonel Edmond SORRIBAS au grade de Colonel à compter du 1^{er} janvier 2010 ;
- Vu l'arrêté conjoint du Ministre de l'intérieur et de président du conseil général en date du 03 juillet 2009 portant promotion du Capitaine Olivier NEIS au grade de Commandant à compter du 1^{er} janvier 2009 ;

ARRETE,

ARTICLE 1 : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur Edmond SORRIBAS, Colonel de Sapeurs-pompiers Professionnels, Directeur du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte**, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;
- Les autorisations de congés, de permission ou d'absence ;
- Les ordonnances de paiement et les titres de recettes, concernant le budget du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte, selon les modalités ci-après ;
 - L'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement, respectivement dans la limite de 30 000 euros et 20 000 euros ;
 - La certification du service fait.

ARTICLE 2 : En cas d'absence de Monsieur Edmond SORRIBAS, délégation de signature est donnée à **Monsieur Olivier NEIS, Commandant, directeur-adjoint du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte**, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;
- Les autorisations de congés, de permission ou d'absence ;
- Les ordonnances de paiement et les titres de recettes, concernant le budget du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte, selon les modalités ci-après :
 - L'engagement et la liquidation des dépenses de fonctionnement dans la limite de 7 500 euros.

ARTICLE 3 : L'arrêté n° 012/ASS/CG/12 du 14 mai 2012 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente délégation sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Mamoudzou, le 31 JAN. 2013



CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n° 008/ASS/CG/2013
Portant délégation de signature de Monsieur Robert AMIS
Directeur du Service des Transports Maritimes

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

- VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
VU le contrat d'engagement en date du 24 mai 2012 de Monsieur Robert AMIS en tant que Directeur du Service des Transports Maritimes ;

ARRETE,

ARTICLE 1 : Délégation de signature est donnée à **Robert AMIS, Directeur du Service des Transports Maritimes**, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**
 - Les correspondances, bordereaux, notes de services internes ; Les certificats administratifs ne sont pas compris dans la présente délégation.
- **Documents de gestion :**
 - Les titres de recettes concernant le Service des Transports Maritimes ;
 - L'engagement des dépenses de fonctionnement dans la limite de 15 000 € et les dépenses d'investissement dans la limite de 30 000 € ;
 - La certification du service fait.
- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**
 - Autorisation de congés et d'absence ;
 - Sanctions disciplinaires de premier groupe.

ARTICLE 2 : L'arrêté n° 016/ASS/CG/12 du 26 novembre 2012 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente délégation sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.



Fait à Mamoudzou, le 31 JAN. 2013

Le Président du Conseil Général



Daniel ZAÏDANI

Ampliation :

RAA
Payeur départemental
DRH
Dir. Finances
Intéressé

CONSEIL GÉNÉRAL

Arrêté n°009/ASS/CG/2013
Portant délégation de signature de Madame Cris KORDJEE,
DIRECTRICE DU PORT

LE PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 alinéa 3 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la délibération n°299/2011/CG du Conseil Général de Mayotte en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI en qualité de Président du Conseil Général ;
Vu l'arrêté n°2510/DRH/FPT/H.M./11/CG du 21 décembre 2011 mettant fin à la mise en disponibilité, portant réintégration au conseil général de Mayotte et affectant Madame Cris KORDJEE en qualité de Directrice à la Direction du port à compter du 1^{er} janvier 2012 ;

ARRETE,

ARTICLE 1 : délégation permanente de signature est donnée à Madame Chris KORDJEE, en qualité de Directrice du port, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les documents suivants :

- **Documents administratifs :**

- Les correspondances, bordereaux, notes de services internes, certificats administratifs ;

Les bons à tirer des annonces légales et les ordres de missions ne sont pas compris dans la délégation de signature.

- **Documents de gestion :**

- Les engagements des dépenses d'investissement et de fonctionnement dans la limite de 30 000 € et, sans limitation de montant ;
- La certification du service fait.

- **Documents concernant les agents placés sous son autorité :**

- Autorisation de congés et d'absence.

ARTICLE 2 : L'arrêté n° 011/ASS/CG/12 du 30kk mai 2012 ainsi que toutes autres dispositions contraires à la présente délégation sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables à la date de sa signature.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général chargé des Ressources et des Moyens Généraux et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Mamoudzou, le 31 JAN. 2013



Le Président du Conseil Général

Daniel ZAIDANI

Ampliation :
RAA
Payeur départemental
DRH
Dir. Finances
Intéressée

convention
Janvier 2013



CONVENTION RELATIVE À UNE SUBVENTION ACCORDÉE À LA COMMUNE DE CHIRONGUI POUR
LA CONSTRUCTION D'UN CENTRE CULTUREL.

N° 02/DICT/2013

Entre les soussignés :

Le Département de Mayotte, représenté par son Président Monsieur Daniel ZAÏDANI agissant en vertu de la délibération de l'Assemblée Départementale n° 299/2011/CG du 03 avril 2011,

D'une part,

ET

La Commune de Chirongui, représentée par son Maire Madame IBRAHIMA Hanima,

D'autre part,

Préambule :

Dans le cadre de la politique départementale de soutien à l'aménagement et au développement des communes, le Département de Mayotte a convenu d'attribuer une subvention à la commune de Chirongui pour la construction d'un centre culturel, suivant les conditions énumérées dans le présent document.

Vu la délibération n° 945/2012/CG du 12 octobre 2012 relative à l'attribution d'une subvention pour la construction d'un centre culturel à la commune de Chirongui.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'un complément de subvention à la commune de Chirongui par le Département de Mayotte pour la construction du **centre culturel de Chirongui**.

Article 2 : CONTENU

La subvention accordée à la commune de Chirongui s'élève à 300 000,00 € (trois cent mille euros). L'installation et la gestion du fonctionnement de l'opération sont placées sous la responsabilité de la commune de Chirongui.



Article 3 : EXECUTION.

Conformément aux règles applicables aux opérations subventionnées par le Conseil Général, il est prévu l'apposition d'un panneau de chantier annonçant la participation du Département de Mayotte. Le panneau de chantier doit comporter le montant de la participation ainsi que le logo du Conseil Général.

Le montant de la subvention, soit 300 000,00 €, sera imputé au chapitre 204 – article 20414 du budget 2013 du Département selon les modalités de versement suivantes :

- 30 % du montant à la signature de la convention, sur présentation de l'ordre de service, de démarrage effectif des travaux ou lettre de commande, soit un montant de 90 000.00 € (**quatre vingt dix mille euros**).
- Le solde sera versé au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sur présentation d'un état de mandatement visé par le trésorier municipal.

Article 4 : CONTROLE

Le Département de Mayotte se réserve le droit jusqu'au règlement final de la convention et dans un délai maximum de 3 ans de suivre et vérifier les dépenses au titre du programme aidé ; le contrôle porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}.

Jusqu'au règlement final de la convention, la commune de Chirongui s'engage à produire à l'exécutif du Département de Mayotte les évaluations que celle-ci lui demandera sur l'état d'avancement du programme.

Article 5 : AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant précisant les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conclure à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 6 : RESILIATION

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de non exécution des opérations faisant référence à la présente convention, le Département de Mayotte exigera du bénéficiaire de la subvention le reversement de celle-ci à hauteur du montant des opérations non réalisées.

Article 7 : DUREE

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de deux ans à compter de sa signature, sauf dénonciation expresse adressée trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La commune est tenue de démarrer les travaux dans un délai de un an à compter de la date de signature de la convention. Elle dispose d'une durée maximale de 3 ans à partir de la date de signature de ladite convention, pour achever les travaux. Au-delà des 3 ans, la convention sera automatiquement caduque.

Article 8 : LITIGES

En cas de désaccord persistant entre le Département de Mayotte et la commune de Chirongui, le tribunal administratif de Mayotte sera compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette convention.

Fait en quatre exemplaires originaux.

Fait à Mamoudzou, le.....

Pour le Département de Mayotte,
Le Président,

Daniel ZAIDANI



Pour la Commune de Chirongui
Le Maire,

IBRAHIMA Hanima

